

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2781

15 novembre 2011

SOMMAIRE

BPIC S.à r.l.	133455	LSRC II Investor S.à r.l.	133468
DB PWM	133445	Lux-Jardins S.à r.l.	133479
International Paper Investments (Luxembourg) S.à r.l.	133484	Lux-Jardins S.à r.l.	133480
Isac Holding S.A.	133442	Lux-Tank S.A.	133471
Isac Holding S.A.	133442	Lux Voyages s.à r.l.	133479
Jasel S.A.	133442	Manchester (Luxembourg) S.à r.l.	133481
Jean-Jacques Zimmer Racing Team S.à r.l.	133443	Manior S.à r.l.	133481
Josee R. Haerebuttek S.A.	133443	Manior S.à r.l.	133482
Kind S.A.	133443	Marble and Quartzite Holdings S.à r.l. ..	133481
Klopman Holdings S. à r.l.	133443	Mavica S.A.	133482
Kosko S.A.	133443	Mavica S.A.	133481
Kosko S.A.	133444	Mellow S.A.	133482
Kosko S.A.	133444	Menuiserie Kraemer S.à r.l.	133482
Kosko S.A.	133444	Milestone International S.à r.l.	133482
Kosko S.A.	133468	Montecaro S.A., société de gestion de patrimoine familial S.A., SPF	133483
Kosko S.A.	133444	Montecaro S.A., société de gestion de patrimoine familial S.A., SPF	133483
KSAC Europe Investments	133468	Munawwar S.A.	133488
Laboratoires Réunis Junglinster	133470	Musamba	133472
Larres S.A.	133470	Nanja S.à r.l.	133469
Larres S.A.	133471	NSS Feeder S.A.	133442
Laser Développement S.A.	133471	NSS Management Investment Vehicle S.A.	133455
Lasting S.A.	133470	Ocean Trade Lux Co S.à r.l.	133480
Lear Financial Services (Luxembourg) ..	133469	Panord S.A.	133483
Lear (Luxembourg)	133444	Pharmacopole S.A.	133480
Lear Luxembourg Holdings GmbH	133469	Powercom Yuraku S.A.	133481
Lear North European Operations GmbH	133469	Senior Assured Investment S.A.	133471
Lear West European Operations	133470	SistemApsys S.à r.l.	133442
Leeuwarden S.A.	133471	Weather Capital Special Purpose 1 S.A.	133483
Levita S.A.	133480		

Jasel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 52.384.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

STRATEGO TRUST S.A.

Domiciliaire

Référence de publication: 2011138287/11.

(110159854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

SistemApsys S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 10.018.400,00.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 135.488.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue en date du 7 octobre 2011:

- que la démission de M. Andrey Nesterenko en tant que gérant B est acceptée avec effet au 25 août 2011;
- que la démission de M. Andrey Skvortsov en tant que gérant B est acceptée avec effet au 25 août 2011;
- que M. Kalinin Sergey avec adresse professionnelle au 35/4 Bolshaya Tatarskaya st., Moscow 115184, Russie est nommé nouveau gérant B avec effet au 25 août 2011 et ce pour une durée indéterminée;
- que Mme Victoria Kruglova avec adresse professionnelle au 35/4 Bolshaya Tatarskaya st., Moscow 115184, Russie est nommé nouveau gérant B avec effet au 25 août 2011 et ce pour une durée indéterminée;

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Référence de publication: 2011138412/18.

(110160049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Isac Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 36.803.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011138283/9.

(110160266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Isac Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 36.803.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011138284/9.

(110160267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

NSS Feeder S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 143.661.

Par résolutions prises en date du 19 septembre 2011, le conseil d'administration a pris les décisions suivantes:

- Nomination de Thakore Trishul, Administrateur de catégorie A, ayant son adresse professionnelle au 180 Piccadilly, W1J9ER Londres, Royaume-Uni, en tant que Président de la société, avec effet rétroactif au 29 avril 2011
- Transférer le siège social de la société du 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet immédiat

- L'adresse professionnelle de Dundon Alan, Administrateur de catégorie B, a changé depuis le 1^{er} septembre 2011 et se trouve dorénavant au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 septembre 2011.

Référence de publication: 2011138356/16.

(110160201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Josee R. Haerebuttek S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6730 Grevenmacher, 14, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 47.565.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011138285/10.

(110160042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Jean-Jacques Zimmer Racing Team S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8165 Bridel, 3, Op den Scheppen.

R.C.S. Luxembourg B 53.520.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011138288/10.

(110160157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Kind S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 81.570.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KIND S.A.

Référence de publication: 2011138291/10.

(110160119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Klopman Holdings S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 88.171.

Les comptes annuels au 31 mars 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011138292/9.

(110160271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Kosko S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 12, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 121.039.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société MAWA s.à.r.l établie et ayant son siège social à L - 1839 Luxembourg, 10 rue Joseph Junck, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, section B, sous le numéro B121.039. et qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 30 septembre 2011 à 11:30 hrs

- L'Assemblée décide d'accepter le transfert du siège social de la société Kosko S.A. de L - 1839 Luxembourg, 10 rue Joseph Junck à l'adresse L-2560 Luxembourg; 12 rue de Strasbourg

Luxembourg, le 30 septembre 2011.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011138298/15.

(110160150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Kosko S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1839 Luxembourg, 10, rue Joseph Junck.

R.C.S. Luxembourg B 121.039.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011138293/10.

(110160145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Kosko S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1839 Luxembourg, 10, rue Joseph Junck.

R.C.S. Luxembourg B 121.039.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011138294/10.

(110160146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Kosko S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1839 Luxembourg, 10, rue Joseph Junck.

R.C.S. Luxembourg B 121.039.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011138295/10.

(110160147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Kosko S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1839 Luxembourg, 10, rue Joseph Junck.

R.C.S. Luxembourg B 121.039.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011138296/10.

(110160148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Lear (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 186.115.800,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 98.070.

Nous prenons acte du changement d'adresse privée de Monsieur Alexandre BRUE, Gérant, au 1bis rue d'Alger, 78100 Saint-Germain-en-Lay France

Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Pour Lear (Luxembourg)

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011138300/14.

(110160052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

DB PWM, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 163.660.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the nineteenth of September.

Before Us, Maître Karine REUTER, notary residing in Pétange (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

DWS Investment S.A., having its registered office in L-1115 Luxembourg, 2 Boulevard Konrad Adenauer, registered with the register de commerce et des sociétés under number B25.754,

here duly represented by Marco HIRTH, professionally residing in Luxembourg, 2 Boulevard Konrad Adenauer,

by virtue of a power of attorney; this proxy, after having been initialed and signed “ne varietur” by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the following articles of association of a company which it declares to establish as follows:

Art. 1. The company.

1.1 There is hereby established a company under the name of “DB PWM” (hereinafter the Company).

1.2 The Company is an open-ended investment company with variable capital (“Société d'Investissement à Capital Variable” or SICAV). The Company may offer the investor one or more sub-funds (umbrella structure) at its own discretion. The aggregate of the sub-funds produces the umbrella fund. In relation to third parties, the assets of a sub-fund are only liable for the liabilities and payment obligations involving such subfund. Additional sub-funds may be established and/or one or more existing sub-funds may be dissolved or merged at any time. Each sub-fund will be invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that sub-fund, the investment objective, policy (including, as the case may be, acting as a feeder sub-fund or master sub-fund in the meaning of chapter 9 of the 2010 Act (as defined below)), as well as the risk profile and other specific features of each sub-fund are set forth in the sales prospectus of the Company (the Sales Prospectus).

1.3 One or more classes of shares can be offered to the investor within each sub-fund (multi-share-class construction). The aggregate of the share classes produces the sub-fund. Additional classes of shares may be established and/or one or more existing share classes may be dissolved or merged at any time. Share classes may be consolidated into categories of shares.

1.4 The contractual rights and obligations of shareholders are set forth in these Articles, the current version of which, together with changes thereto, are published in the “Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations”, the official gazette of the Grand Duchy of Luxembourg (Mémorial). By purchasing a share, the shareholder accepts these Articles and all approved changes to them.

1.5 The Company is established for an indeterminate time.

Art. 2. Purpose of the company.

2.1 The purpose of the Company is the acquisition, sale and management of transferable securities and other permissible assets, based on the principle of risk-spreading. In doing so, the Company operates on the basis and within the scope of the provisions of Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment in transferable securities, as amended from time to time (the 2010 Act).

Art. 3. Registered office.

3.1 The registered office of the Company is in Luxembourg-City and may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by a resolution of the Board of Directors. In the event of existing or imminent extraordinary political, economic or social developments that would interfere with the Company's business activity or with communication with the Company's registered office, the Board of Directors may temporarily transfer the Company's registered office abroad. Such a temporary transfer shall have no effect on the Company's nationality; it will remain a Luxembourg company.

Art. 4. The shareholders' meeting.

4.1 The Shareholders' Meeting represents the entire body of shareholders, regardless of which particular sub-fund a shareholder has invested in. It shall have the power to take decisions on all matters pertaining to the Company. Resolutions passed at a Shareholders' Meeting on matters pertaining to the Company as a whole shall be binding upon all shareholders.

4.2 The General Shareholders' Meeting is held at the Company's registered office, or at any other place determined in advance, on every fourth Wednesday in April of each year at 10:30 a.m. In years when such fourth Wednesday in April falls on a bank holiday, the General Shareholders' Meeting will be held on the next bank business day. Shareholders may appoint proxies to represent them at a Shareholders' Meeting.

4.3 Resolutions are passed by simple majority of the shares represented in person or by proxy and actually voted at the meeting. In all other aspects, the Law on Commercial Companies of 10 August 1915 as amended from time to time (the 1915 Act) shall apply. Subject to Article 9.3(e) each share of any share class is entitled to one vote, in accordance with Luxembourg law and these Articles.

4.4 Other Shareholders' Meetings are held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

4.5 The Board of Directors may convene a Shareholder's Meeting. Invitations to Shareholders' Meetings are published in the Mémorial, in a Luxembourg newspaper and in other newspapers, if that is considered appropriate by the Board of Directors. If all shareholders are represented in person or by proxy and have confirmed that they are aware of the agenda, the requirement for a formal invitation may be waived.

4.6 The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders. To the extent permitted by law, the convening notice to a Shareholders' Meeting may provide that the quorum and majority requirements will be assessed against the number of shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on a relevant day prior to the relevant meeting (the Record Date) as further stipulated in the Sales Prospectus, in which case, the right of any shareholder to participate in the meeting will be determined by reference to his/her/its holding as at the Record Date.

Art. 5. The board of directors.

5.1 The Company shall be managed by a board of directors (the Board of Directors) composed of not less than three members; members of the Board of Directors need not be shareholders of the Company. Directors are elected for a period of up to six years; they can be removed at any time by resolution adopted at a Shareholders' Meeting. Directors can be re-elected. If a Director separates from the Board of Directors before the end of his term of office, the remaining Directors may designate a temporary successor, whose appointment must be confirmed by the next Shareholders' Meeting.

5.2 The Board of Directors shall have the authority to conduct all transactions and perform all actions it deems necessary or expedient in furtherance of the purpose of the Company. It shall be responsible for all matters pertaining to the Company, excepting those reserved to the Shareholders' Meeting by law or by these Articles.

5.3 The Board of Directors can appoint on its own responsibility a Management Company to carry out the functions of collective management of the Company as these functions are described in Annex II of the 2010 Act. The appointment of a Management Company shall be disclosed in the Sales Prospectus.

5.4 The Board of Directors shall choose a chairman to preside at all Board meetings.

5.5 The Board of Directors can act validly only if the majority of Directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors. A Director may appoint another Director as his proxy to represent him at a Board meeting. In circumstances of emergency, Board resolutions may be adopted by letter, telegram, fax or telex. Resolutions by the Board of Directors shall be adopted by a majority of votes. In the event of a tied vote, the chairman of the Board of Directors shall have the casting vote. Resolutions by the Board of Directors can also be adopted in the form of circular resolutions with identical contents which are signed by all directors as single copies or in duplicate.

5.6 The Company will generally be legally bound by the joint signatures of at least two Directors.

5.7 The Board of Directors may delegate its powers to individual Directors or third parties for the purpose of conducting all or part of the day-to-day management of the Company. Delegation to individual Directors requires the consent of the Shareholders' Meeting.

5.8 The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman who presided at such meeting. Proxies shall be attached to the minutes.

5.9 No contract or other legal transaction between the Company and any other company or legal entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is individually interested in, or is a Director, partner, shareholder, officer or employee of such other company or legal entity.

5.10 In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any legal transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such an event shall be reported to the next succeeding Shareholders' Meeting.

5.11 The term “personal interest” shall not include any relationship with or interest in any matter or transaction involving a company that is part of the Deutsche Bank Group, or such other company or legal entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion.

Art. 6. Share capital and Shares.

6.1 The capital of the Company shall be represented by bearer shares of no nominal value and shall at any time be equal to the sum of the net values of the Company’s individual sub-funds (“Company net assets”).

6.2 The minimum capital of the Company is the equivalent of EUR 1,250,000.00 in the fund currency (as defined in Article 12.1 below), which has to be reached within six months after the authorization of the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the CSSF). Shares of a target sub-fund held by a Cross-investing Sub-fund (as defined in Article 9.3 (e) below) shall not be taken into account for the purpose of the calculation of the aforementioned EUR 1,250,000.00 minimum capital requirement.

6.3 In accordance with article 181(1) of the 2010 Act, the Board of Directors will allocate the capital of the Company to individual sub-funds.

6.4 The Board of Directors may, on receipt of payment of the issue price for the benefit of the Company, issue new Company shares in a particular share class of a sub-fund without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board of Directors may delegate to any Director and/or to any other duly authorized third party the authority to issue such new shares. The Company’s assets held in each respective sub-fund are invested in securities and other legally permissible assets in accordance with the investment policy of that sub-fund as determined by the Board of Directors and taking into consideration the investment restrictions provided for by law or adopted by the Board of Directors.

6.5 The issue price of new shares issued shall be equal to the net asset value per share pursuant to Article 12 plus a front-end load, if any. A more detailed description of the calculation method which will be used in order to calculate the issue price of new shares can be found in the current Sales Prospectus.

Art. 7. The custodian bank.

7.1 As part of its legal obligations, the Company will enter into a custodian bank agreement with such a bank as defined by the Law of 5 April 1993 that governs access to the financial sector and its surveillance, including subsequent amendments thereto.

7.2 The custodian bank shall accept the obligations and responsibilities stipulated by the 2010 Act.

7.3 Both the custodian bank and the Company may terminate the custodian bank agreement at any time by giving three months’ written notice. Such termination will be effective when the Company, with the authorization of the responsible supervisory authority, appoints another bank as custodian bank and that bank assumes the responsibilities and functions as custodian bank; until then the previous custodian bank shall continue to fulfill its responsibilities and functions as custodian bank to the full extent in order to protect the interests of the shareholders.

Art. 8. Audit.

8.1 The Company’s annual financial statements shall be audited by an independent auditor appointed by the Board of Directors.

Art. 9. Investment policies and Restrictions.

9.1 The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company’s interest. All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the Shareholders’ Meeting may be exercised by the Board of Directors.

9.2 The Board of Directors has, in particular, the power to determine the corporate policy. The course of conduct of the management and business affairs of the Company shall fall under such investment restrictions as may be imposed by Part I of the 2010 Act or be laid down in the laws and regulations of those countries where the shares are offered for sale to the public or as shall be adopted from time to time by resolutions of the Board of Directors and as shall be described in any prospectus relating to the offer of shares.

9.3 In the determination and implementation of the investment policy the Board of Directors may cause the Company to comply with the following general investment restrictions, which will be further set out in the Sales Prospectus.

(a) Eligible Investments

(i) The Company’s investments may consist solely of eligible investments as stipulated in article 41(1) of the 2010 Act. The term ‘autre marché réglementé’ (another regulated market), as referred to in article 41(1), point c) and d) of the 2010 Act, shall mean, for the purpose of these Articles, another regulated market in a country of Western or Eastern Europe, Asia, Oceania, the American continents or Africa.

(ii) Each sub-fund may:

(A) invest up to 10% of its net assets in transferable securities and money market instruments other than those referred to under Article 9.3(a)(i);

(B) acquire movable and immovable property which is essential for the direct pursuit of its business; and

(C) hold liquid assets on an ancillary basis.

(b) A sub-Fund will not invest more than 10% of its NAV in shares or units of other UCITS or other UCIs, unless otherwise specified in the sales documentation for the respective sub-Fund.

(c) The Company is subject to the principles of risk diversification and subject to the rules set out in articles 43, 44, 45 and 46 of the 2010 Act. The Company is authorized to invest up to 100% of the net assets of a sub-fund in transferable securities and money market instruments from various offerings that are issued or guaranteed by an EU Member State or its local authorities, by another OECD Member State, or by public international organizations in which one or more EU Member States are members. These securities must be divided into at least six different issues, with securities from one and the same issue not exceeding 30% of the total net assets of a sub-fund.

(d) If the Board of Directors decides to create one or more feeder sub-funds, each such feeder sub-fund will invest at least 85% and up to 100% of its assets in units of another eligible master UCITS (or sub-fund thereof) under the conditions set out by applicable law and such other conditions as set out in the Sales Prospectus.

(e) A sub-fund (the Cross-investing Sub-fund) may invest in one or more other sub-funds (the Target Sub-fund(s)) in accordance with the provisions of article 181(8) of the 2010 Act. Voting rights, if any, attached to the relevant shares are suspended for as long as they are held by the Cross-investing Sub-fund and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports.

Art. 10. Shares of the company.

10.1 Shares of the Company are documented in the form of global certificates, unless otherwise provided for in the sales documentation for the respective sub-fund.

10.2 All shares within a share class have the same rights. The rights of shareholders in different share classes within a sub-fund can differ, provided that such differences have been clarified at the time those shares were issued. Shares are issued by the Company immediately after the net asset value per share has been received for the benefit of the Company.

10.3 The Company may, on its own responsibility and in compliance with the conditions described in detail in the Sales Prospectus, accept securities as payment for a subscription ("investment in kind"), as long as the Company believes that such an action is in the interest of shareholders. The nature of the business undertaken by the enterprises whose securities are accepted as payment for a subscription must, however, be compatible with the investment policy and the investment limits of the respective subfund. The Board of Directors may, at its own discretion, reject any and all securities offered as payment for a subscription, without having to give reasons. All costs arising from an investment in kind shall be borne by the subscriber in their entirety. The Company's auditor must prepare a valuation report for these securities, which in particular shall specify the amounts, designations and values of the securities, as well as the valuation methods used.

10.4 The issue and redemption of shares and the distribution of dividends are performed by the Company, the transfer agent and all paying agents.

10.5 The Company accepts only one shareholder per share. In case of a joint ownership or beneficial interest the company may suspend the voting right until a person is named which represents the joint owners or beneficiaries towards the Company.

10.6 The Company may issue fractional shares. In that case the Sales Prospectus contains detailed information on the processed number of decimal places.

10.7 Every shareholder has the right to vote at all Shareholders' Meetings. The voting right may be exercised in person or by proxy. Each share is entitled to one vote. Fractional shares do not represent a voting right, but entitle for participation in the payment of dividends on a pro rata basis.

Art. 11. Restrictions on ownership of shares – Transfer of shares.

11.1 The Company may at any time and at its discretion reject a subscription application or temporarily limit, suspend or permanently discontinue the issue of shares, or may buy back shares at the redemption price, if this is deemed necessary in the interest of the shareholders or the public, or to protect the Company or the shareholders.

11.2 In this case, the Company, or the agent appointed by the Company to issue shares, will promptly refund payments on subscription applications that have not yet been executed.

Art. 12. Calculation of the net asset value per share.

12.1 The fund currency of the Company is the US-Dollar. The base currency of the sub-funds and of the share classes may be different from the fund currency.

12.2 The value of a share shall be calculated regularly, at least twice a month, for each class of shares of each sub-fund. The Company may, within the limits specified by law, delegate the calculation of the net asset value per share to third parties. The net asset value per share of each share class of each sub-fund shall be expressed in the base currency of the relevant share class of that sub-fund. It shall be determined on each valuation date, taking into consideration the following valuation rules:

12.3 First, the value of the sub-fund's net assets on the valuation date is determined by deducting the total liabilities of the sub-fund from its total assets. If only one class of shares exists for a particular sub-fund, the subfund's net asset value is then divided by the number of shares of the subfund in circulation. If more than one class of shares was issued for a particular sub-fund, the percentage of the sub-fund's net assets attributable to the individual class of shares is divided by the number of shares of that share class in circulation. The net asset value per share can be rounded up or down to

the nearest unit of the respective currency, as the Board of Directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value per share there have been a material changes in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments are traded or listed, the Company may, in order to safeguard the interests of shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

12.4 The assets of the Company primarily include:

- (a) securities and other investments of the Company's assets;
- (b) liquid assets, including any interest accrued thereon;
- (c) amounts receivable from dividends and other distributions;
- (d) interest claims due and other interest on securities owned by the Company, except to the extent that they are included or reflected in the market value of such securities;
- (e) formation and set-up costs of the Company, insofar as these have not yet been amortized;
- (f) other assets, including expenses paid in advance.

12.5 The liabilities of the Company primarily include:

- (a) loans and liabilities due, with the exception of liabilities due to subsidiaries;
- (b) all liabilities resulting from the day-to-day management of the Company's assets;
- (c) all other liabilities, present and future, including the amount of any declared but still unpaid dividends on Company shares;
- (d) provisions for future taxes and other reserves, to the extent that they have been authorized or approved by the Board of Directors;
- (e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature, except liabilities represented by shares in the Company.

12.6 Shares of the Company whose redemption has been applied for shall be treated as shares in circulation until the valuation date of such a redemption, with the redemption price being a liability of the Company until its effective payment.

12.7 Shares to be issued shall be treated as shares already issued as of the valuation date applicable for their issue price. Any unpaid issue price shall be a receivable due to the Company until receipt of payment.

12.8 The Company net assets for each sub-fund shall be calculated according to the following principles:

- (a) Securities or Money Market Instruments listed on an exchange are valued at the most recent available price.
- (b) Securities or Money Market Instruments not listed on an exchange but traded on another organized market are valued at a price no lower than the bid price and no higher than the ask price at the time of the valuation, and which the Company considers the best possible price at which the securities can be sold.
- (c) In the event that such prices are not in line with market conditions, or for securities other than those covered in (a) and (b) above for which there are no fixed prices, these securities, as well as all other assets, will be valued at the current market value as determined in good faith by the Company, following generally accepted valuation principles verifiable by auditors.
- (d) The liquid assets are valued at their nominal value plus interest.
- (e) Time deposits may be valued at their yield value if a contract exists between the Company and the credit institution stipulating that these time deposits can be withdrawn at any time and that their yield value is equal to the realized value.
- (f) All assets denominated in a currency other than that of the respective sub-fund are converted into the sub-fund currency at the most recent mean rate of exchange.

12.9 An income equalization account shall be maintained.

12.10 For large-scale redemption requests that cannot be met from the liquid assets and allowable credit facilities, the Company may determine the net asset value per share on the basis of the price on the valuation date on which it sells the necessary securities; this price shall then also apply to subscription applications submitted at the same time.

12.11 The assets shall be allocated as follows:

- (a) The remuneration from the issue of shares of a share class within a sub-fund is assigned in the books of the Company to the appropriate sub-fund, and the corresponding amount will increase the percentage of that share class in the net assets of the sub-fund accordingly. Assets and liabilities, as well as income and expenses, are allocated to the respective sub-fund in accordance with the provisions contained in this Article. If such assets, liabilities, income and expenses are identified in the provisions of the Sales Prospectus as being allocated exclusively to certain specified classes of shares, they will increase or reduce the percentage of those share classes in the net assets of the sub-fund.
- (b) Assets that are also derived from other assets are allocated in the books of the Company to the same sub-fund or the same class of shares as the assets from which they are derived, and at each revaluation of an asset the increase or decrease in value is allocated to the corresponding sub-fund or class of shares.
- (c) If the Company enters into an obligation that is connected to a particular asset of a particular sub-fund or a particular class of shares, or to an action relating to an asset of a particular sub-fund or a particular class of shares, this liability is allocated to the corresponding sub-fund or class of shares.

(d) If an asset or a liability of the Company cannot be allocated to a particular sub-fund, that asset or liability will be allocated to all sub-funds in proportion to the net assets of the respective sub-funds or in such other manner as the Board of Directors shall determine in good faith. Because of this allocation, only the sub-fund shall generally be liable for a particular obligation, unless it has been agreed with creditors that the Company as a whole shall be liable.

(e) In the event of a distribution of dividends, the net asset value per share of the distribution share class is decreased by the amount of the distribution. This decreases the percentage of the distribution share class in the sub-fund's net assets, while at the same time increasing the percentages in the sub-fund's net assets of the share classes that do not receive distributions. The net effect of the reduction of the sub-fund's net asset value, and the corresponding increase of the percentage of the sub-fund's net assets allocated to the share classes that do not receive distributions, is that the net asset values of the non-distributing share classes are not adversely affected by any dividend distribution.

12.12 All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

12.13 In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision taken by the Board of Directors in connection with the calculation of the net asset value per share shall be final and binding on the Company, as well as on present, past and future shareholders.

Art. 13. Suspension of the issue and Redemption of shares and of calculation of the net asset value per share.

13.1 The Company shall have the right to temporarily suspend the issue and redemption of shares of one or more sub-funds, or one or more classes of shares, as well as the calculation of the net asset value per share, if and while circumstances exist that make this suspension necessary and if the suspension is justified when taking account of the interests of the shareholders, in particular:

(a) while an exchange or other regulated market on which a substantial portion of the securities of the Company are traded is closed (excluding normal weekends and holidays) or when trading on that exchange has been suspended or restricted;

(b) in an emergency, if the Company is unable to access its investments or cannot freely transfer the transaction value of its purchases or sales or calculate the net asset value per share in an orderly manner;

(c) if the assets available for acquisition on the market or the possibilities of disposing of assets of the sub-fund are limited because of the limited investment horizon of the sub-fund.

13.2 Investors who have applied for redemption of shares will be informed promptly of the suspension and will then be notified immediately once the calculation of the net asset value per share is resumed.

Art. 14. Redemption of shares.

14.1 Shareholders are entitled at any time to request the redemption of their shares. Redemption will be effected only on a valuation date, and at the net asset value per share calculated in accordance with Article 12, less a redemption fee. The redemption price is paid out promptly following the applicable valuation date.

14.2 The Company shall have the right, with the previous authorization of the custodian bank, to carry out substantial redemptions only once the corresponding assets of the Company have been sold without delay.

14.3 In exceptional cases, the Board of Directors may decide to accept applications for redemption in kind at the explicit request of investors. To effect a redemption in kind, the Board of Directors selects securities and instructs the custodian bank to transfer these securities into a securities account for the investor in exchange for the return of his shares. The Board of Directors shall make sure that the remaining shareholders are not adversely affected by such a redemption in kind. All costs arising from a redemption in kind shall be borne by the redeeming investor in their entirety. The Company's auditor must prepare a valuation report for these securities, which in particular shall specify the amounts, designations and values arising from this redemption in kind, as well as the valuation methods used.

14.4 The Company or an institution designated by the Company is obliged to transfer the redemption price to the country of the applicant only if this is not prohibited by law – for example by foreign exchange regulations – or by other circumstances beyond the control of the Company or an institution designated by the Company .

14.5 In the event that for any reason the value of the total net assets in any sub-fund has fallen below an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such sub-fund to be operated in an economically efficient manner, or in the case of a substantial change in the political or economic situation or as a matter of economic rationalization, the Board of Directors may decide to redeem all the shares of the sub-fund at the net asset value per share (taking into consideration actual realization prices of investments and associated realization costs) calculated on the valuation date on which such decision shall take effect. The Company shall notify the holders of the shares of the sub-fund of such redemption in a timely manner. Shareholders will be informed by the Company by publication of a notice in newspapers to be determined by the Board of Directors, unless these shareholders and their addresses are known to the Company.

14.6 In a manner corresponding with Article 14.5, the Board of Directors may decide to redeem all shares of a share class at the net asset value per share (taking into consideration actual realization prices of investments and associated realization costs) calculated on the valuation date on which such decision shall take effect.

Art. 15. Exchange of shares.

15.1 The shareholders of a sub-fund may exchange part or all of their shares at any time for shares of a different sub-fund or another share class of the same sub-fund, provided that such exchanges are provided for in the sales documentation for that sub-fund and the respective share classes of that sub-fund. This exchange is effected at the net asset value per share plus an exchange commission, the amount of which shall be stated in the sales documentation.

Art. 16. Establishment, Closing and Merger of sub-funds or share classes.

16.1 Establishment

Resolutions to establish sub-funds or share classes are adopted by the Board of Directors or the appointed Management Company.

16.2 Closing

(a) In the cases provided for by law, the Board of Directors or the Management Company may resolve to dissolve the Company's assets held in a sub-fund and to pay out to shareholders the net asset value of their shares on the valuation date on which the decision takes effect. If a situation arises resulting in the dissolution of the sub-fund, the issue and redemption of shares of the respective sub-fund will be halted. On order of the Company or the liquidators appointed by the shareholders' meetings, the Custodian will divide the proceeds of the liquidation less the costs of liquidation and fees among the shareholders of the respective sub-fund according to their entitlement. The net proceeds of liquidation not collected by shareholders upon completion of the liquidation proceedings will at that time be deposited by the Custodian at the Caisse des Consignation in Luxembourg for the account of shareholders entitled to them, where such amounts will be forfeited if not claimed by the statutory deadline.

(b) Furthermore, the Board of Directors or the Management Company may declare the cancellation of the issued shares in such a subfund and the allocation of shares in another sub-fund, subject to approval by the shareholders' meeting of the shareholders of that other sub-fund, provided that for the period of one month after publication according to the provision below, the shareholders of the corresponding sub-fund shall have the right to demand the redemption or exchange of all or part of their shares at the applicable net asset value without additional cost.

(c) In the cases provided for by law, the Board of Directors or the Management Company may resolve to dissolve a share class within a subfund and to pay out to the shareholders of this share class the net asset value of their shares (taking into consideration the actual realization values and realization costs with respect to investments in connection with this cancellation) on the valuation date on which the decision takes effect. Furthermore, the Board of Directors or the Management Company may declare the cancellation of the issued shares of a share class of such a subfund and the allocation of shares of another share class of the same subfund, provided that for the period of one month after publication according to the provision below, the shareholders of the share class of the sub-fund to be cancelled shall have the right to demand the redemption or exchange of all or part of their shares at the applicable net asset value and in accordance with the procedure described in these Articles at no additional cost.

(d) The closure of the liquidation of a sub-fund shall in principle take place within a period of nine (9) months starting from the decision relating to the liquidation. At the closure of the liquidation of a sub-fund any residue shall be deposited as soon as possible at the Caisse de Consignation.

(e) All redeemed shares will be cancelled.

16.3 Merger

(a) The following provisions will be applied:

(i) The Company may, either as a Merging UCITS or as a Receiving UCITS (both as defined below), be subject to cross-border and domestic mergers in accordance with one or more of the merger techniques provided for in (iv)(A)l to III au-dessous.

(ii) The Board of Directors or the Management Company is competent to decide on the effective date of the merger with another UCITS.

(iii) The Board of Directors or the Management Company may decide to merge share classes within a sub-fund. Such merger means that the investors in the share class to be cancelled receive shares of the receiving share class, the number of which is based on the ratio of the net asset values per share of the share classes involved at the time of the merger, with a provision for settlement of fractions if necessary. The execution of the merger will be monitored by the auditor of the Company.

(iv) For the sake of this paragraph (a):

(A) a merger means an operation whereby:

I. one or more UCITS or sub-funds thereof (the Merging UCITS), upon their dissolution without being liquidated, transfer all of their assets and liabilities to another existing UCITS or a sub-fund thereof (the Receiving UCITS), in exchange for the issue to their unitholders of units of the Receiving UCITS and, if applicable, a cash payment not exceeding 10% of the net asset value of those units;

II. two or more UCITS or sub-funds thereof (the Merging UCITS), upon their dissolution without being liquidated, transfer all of their assets and liabilities to a UCITS which they form or sub-fund thereof (the Receiving UCITS), in exchange

for the issue to their unitholders of units of the Receiving UCITS and, if applicable, a cash payment not exceeding 10% of the net asset value of those units;

III. one or more UCITS or sub-funds thereof (the Merging UCITS), which continue to exist until the liabilities have been discharged, transfer their net assets to another sub-fund of the same UCITS, to a UCITS which they form or to another existing UCITS or a sub-fund thereof (the Receiving UCITS);

(B) the term unitholders/units also refers to the shareholders/shares of the Company or a sub-fund;

(C) the term UCITS also refers to sub-funds of a UCITS; and

(D) the term Company also refers to a sub-fund of the Company.

(v) Where the Company is merging with another UCITS (the Other UCITS), either as the Merging UCITS or the Receiving UCITS, the following rules will apply

(A) The Company will provide appropriate and accurate information on the proposed merger to its shareholders in order to enable them to make an informed judgment of the impact of the merger on their investment. This information must be provided only after the CSSF has authorized the proposed merger and at least thirty days before the last date for requesting repurchase or redemption, or, as the case may be, conversion without additional charge under Article 16.3(a)(v)(C). The information to be provided to shareholders (which will include the particulars as set out in article 72 (3), points a) to e) of the 2010 Act) will include appropriate and accurate information on the proposed merger in order to enable them to take an informed decision on the possible impact of the merger on their investment and to exercise their rights under Articles 16.3(a)(v)(B) and (C).

(B) The Board of Directors' decision to merge will be approved by the Shareholders' Meeting deciding by simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the Shareholders' Meeting. For any merger where the Company ceases to exist, such merger will require the vote of shareholders in the Company subject to the quorum and majority requirements provided for amendment to these Articles. Where the Company ceases to exist as a result of a merger, the effective date of the merger must be recorded by notarial deed. Insofar as a merger requires the approval of the Shareholders' Meeting pursuant to the provisions above, only the approval of the Shareholders' Meeting of shareholders the subfund(s) concerned by the merger will be required.

(C) The shareholders have the right to request, without any charge other than those retained by the UCITS to meet disinvestment costs, the repurchase or redemption of their shares or, where possible, to convert them into units in another UCITS with similar investment policy and managed by the same management company or by any other company with which the management company is linked by common management or control, or by a substantial direct or indirect holding. This right will become effective from the moment that the shareholders have been informed of the proposed merger in accordance with Article 16.3(a)(v)(A), and will cease to exist five working days before the date for calculating the exchange ratio referred to in Article 16.3(a)(viii)(B).

(D) Without prejudice to Article 16.3(a)(v)(C), by way of derogation from articles 11, paragraph (2), and 28, paragraph (1), point b) of the 2010 Act, the Company may decide to temporarily suspend the subscription, repurchase or redemption of units, provided that any such suspension is justified for the protection of the shareholders.

(E) The custodian bank of the Company must verify the conformity of the particulars set out in article 69(1), points a), f) and g) of the 2010 Act.

(vi) Where the Company is the Merging UCITS the following rules will apply:

(A) The Company will entrust its statutory auditor to validate the following:

I. the criteria adopted for valuation of the assets and, as the case may be, the liabilities on the date for calculating the exchange ratio, as referred to in Article 16.3(a)(viii)(B);

II. where applicable, the cash payment per share; and

III. the calculation method of the exchange ratio as well as the actual exchange ratio determined at the date for calculating that ratio, as referred to in Article 16.3(a)(viii)(B).

A copy of this reports shall be made available on request and free of charge to the unitholders of both the Merging UCITS and the Receiving UCITS and to their competent authorities.

(vii) Where the Company is the Receiving UCITS the following rules will apply:

(A) While ensuring observance of the principle of risk-spreading, the Company is allowed to derogate from articles 43, 44, 45 and 46 of the 2010 Act for six months following the effective date of the merger.

(B) The management company of the Company will confirm in writing to the custodian bank of the Company that the transfer of assets and, as the case may be, liabilities is complete.

(C) The entry into effect of the merger will be made public through all appropriate means by the Company and will be notified to the CSSF and to the other competent authorities involved in the merger.

(viii) The Following general rules have to be respected by the Company and the Other UCITS:

(A) The Company and the Other UCITS must draw up common draft terms of merger setting out the following particulars as stipulated in article 69(1) of the 2010 Act.

(B) The common draft terms of the merger referred to in Article 16.3(a)(viii)(A) will determine the effective date of the merger as well as the date for calculating the exchange ratio of units of the Merging UCITS into units of the Receiving

UCITS and, as the case may be, for determining the relevant net asset value for cash payments. Such dates will be after the approval, as the case may be, of the merger by unitholders of the Receiving UCITS or the Merging UCITS.

Art. 17. Shareholders' meetings in a subfund.

17.1 The shareholders of a sub-fund can hold a Shareholders' Meeting at any time in order to decide on actions pertaining exclusively to that sub-fund.

17.2 The provisions of Article 4 shall apply correspondingly to such Shareholders' Meetings.

17.3 Subject to Article 9.3(e), each share is entitled to one vote in accordance with the provisions of Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a proxy to another person who need not be a shareholder and may be a director.

17.4 Unless otherwise provided for by law or in these Articles, the resolutions of the Shareholders' Meeting of a sub-fund are passed by a simple majority of the shares represented in person or by proxy and actually voted at the Shareholders' Meeting.

17.5 Any resolution of the Shareholders' Meeting that affects the rights of the shareholders of one sub-fund in comparison with the rights of the shareholders of another sub-fund will be subject to the approval by resolution of the Shareholders' Meeting of the shareholders of the other sub-fund, and shall take into consideration the provisions of Article 68 of the 1915 Act.

Art. 18. Shareholders' meetings in a class of shares.

18.1 The shareholders of a class of shares can hold a Shareholders' Meeting at any time in order to decide on actions pertaining exclusively to that share class.

18.2 The provisions of Article 17.2 to 17.4, shall apply correspondingly to such Shareholders' Meetings.

18.3 Any resolution of the Shareholders' Meeting of a class of shares that affects the rights of the shareholders of that share class in comparison with the rights of the shareholders of another share class of this sub-fund will be subject to the approval by resolution of the Shareholders' Meeting of the shareholders of the other share class, and shall take into consideration the provisions of Article 68 of the 1915 Act.

Art. 19. Allocation of earnings.

19.1 The Board of Directors or the Management Company shall decide each year for each sub-fund whether a distribution will be made and in what amount. Where distribution share classes are established, one distribution generally takes place each year, unless there are insufficient earnings available for distribution. Where capitalization share classes are established, no earnings are distributed, except as provided for in Article 19.2. Both regular net income and realized capital gains may be distributed. In addition, unrealized or retained capital gains from previous years may also be distributed. Distributions are paid out on the basis of the number of shares in circulation on the distribution date. Distributions may be paid entirely or partly in the form of bonus shares. Any remaining fractions of units may be paid out in cash or credited. Distributions not claimed within the deadlines stipulated in Article 23 shall lapse in favor of the relevant share class of the sub-fund.

19.2 The Board of Directors or the Management Company may elect to pay out special and interim dividends for each class of shares of a subfund in accordance with the law.

Art. 20. Amendment of these articles of incorporation.

20.1 These Articles may be amended entirely or partly by a Shareholders' Meeting in compliance with Luxembourg law.

Art. 21. Publications.

21.1 The net asset value per share may be obtained from the management company and all paying agents and it may be published in each distribution country through appropriate media (e.g. Internet, electronic information systems, newspapers, etc.). Issue and redemption prices in consideration of a front-end load and redemption fee may be requested from the Company, the management company, the transfer agent, and the sales agent. In addition such prices may be published in order to provide better information for the investors and to satisfy customary market practices.

21.2 The Company shall produce an audited annual report and a semi-annual report in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

21.3 The Company's Articles and Sales Prospectus, key information document, as well as its annual and semi-annual reports, are available for shareholders at the registered office of the Company and at all distributing and paying agents. All agreements mentioned in the Sales Prospectus may be inspected at the registered office of the management company and at the headquarters of the respective paying agents.

Art. 22. Dissolution of the company.

22.1 The Company may be dissolved at any time by the Shareholders' Meeting. The quorum required by law is necessary in order for the resolutions to be valid.

22.2 In accordance with the 1915 Act the dissolution of the Company shall be announced by the Company in the Mémorial and in at least two Luxembourg newspapers.

22.3 If a situation arises resulting in the dissolution of the Company, the issue and redemption of shares will be halted. On the instructions of the Company or, where applicable, those of the liquidators appointed by the Shareholders' Meeting, the Company will distribute the proceeds of the liquidation less the costs of liquidation and fees among the shareholders according to their claims.

22.4 The closure of the dissolution of the Company shall in principle take place within a period of nine (9) months starting from the decision relating to the liquidation. At the closure of the dissolution any residue shall be deposited as soon as possible at the Caisse de Consignation.

Art. 23. Limitation of claims.

23.1 Claims of shareholders against the Company or the custodian bank shall cease to be enforceable once a period of five years has elapsed since the claim arose.

Art. 24. Fiscal year.

24.1 The Company's fiscal year ends on 31 December of each year.

Art. 25. Applicable law, Jurisdiction.

25.1 The Articles of the Company are subject to the laws of Luxembourg. The same applies to the legal relationship between the shareholders and the Company. The Articles are filed with the District Court in Luxembourg. Any legal disputes between shareholders, the Company and the custodian bank are subject to the jurisdiction of the competent court in the judicial district of Luxembourg in the Grand Duchy of Luxembourg. The Company and the custodian bank may elect to submit themselves and the Company to the jurisdiction and law of any country where the fund's shares are offered for sale to the public, provided it involves the claims of shareholders who are resident in that country, and with regard to matters that involve the Company.

Art. 26. Other legal provisions.

26.1 In addition to these Articles, the 2010 Act and the general provisions of the laws of Luxembourg shall apply.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of incorporation of the Company and it shall end on 31 of December 2012. The first annual general meeting of the Shareholders shall be held in 2012.

Exceptionally, the first chairman of the Board of directors is nominated by the first general assembly.

Subscription and Payment

The issued founding shares have been subscribed by the appearing party.

The Shares have all been fully paid up by payment in cash without share premium, so that the amount of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000) is as of now at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Beneficiary Units

As of the date of this deed, no Beneficiary Units have been issued by the Company.

Statement

The notary executing this deed declares that he has verified the conditions laid down in Article 26 of the Companies Act, confirms that these conditions have been observed and further confirms that these Articles comply with the provisions of Article 27 of the Companies Act.

Estimate of formation expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its formation amount approximately to five thousand Euros (EUR 5,000).

General meeting of shareholders

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to hold a general meeting of Shareholders.

Having first verified that the meeting was regularly constituted, they have passed the following resolutions by a unanimous vote that:

I. The number of members of the Board be set at four (4).

The following persons are appointed as members of the Board:

Klaus Michael VOGEL, professionally residing in L-1115 Luxembourg, 2 rue Konrad Adenauer.

Manfred BAUER, professionally residing in L-1115 Luxembourg, 2 rue Konrad Adenauer.

Silvia WAGNER, professionally residing in Frankfurt, 178-190 Mainzerlandstrasse.

Michael KOSCHATZKI, professionally residing in Frankfurt, 178190 Mainzerlandstrasse.

The term of office of the members of the Board shall end if so resolved at the general meeting of Shareholders called to approve the annual accounts of the Company for the year ending 2012.

II. the address of the registered office of the Company is L-1115 Luxembourg, 2 boulevard Konrad Adenauer.

III. The following party is appointed as independent auditor of the Company:

KPMG, having its registered office in Luxembourg, Allée Scheffer.

IV. The assembly decides to nominate Klaus Michael VOGEL, professionally residing in L-1115 Luxembourg, 2 rue Konrad Adenauer, as first chairman of the Board.

The term of office of the members of the Board shall end if so resolved at the general meeting of Shareholders called to approve the annual accounts of the Company for the year ending 2012.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English.

The document having been read to the mandatory of the appearing parties, said mandatory signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: HIRTH, REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 22 septembre 2011. Relation: EAC/2011/12537. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Pétange, le 26 septembre 2011.

Référence de publication: 2011134862/578.

(110155962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2011.

NSS Management Investment Vehicle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 143.658.

Par résolutions prises en date du 19 septembre 2011, le conseil d'administration a pris les décisions suivantes:

- Nomination de Thakore Trishul, Administrateur de catégorie A, ayant son adresse professionnelle au 180 Piccadilly, W1J9ER Londres, Royaume-Uni, en tant que Président de la société, avec effet rétroactif au 29 avril 2011

- Transférer le siège social de la société du 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet immédiat

- L'adresse professionnelle de Dundon Alan, Administrateur de catégorie B a changé depuis le 1^{er} septembre 2011 et se trouve dorénavant au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 2011.

Référence de publication: 2011138357/16.

(110159907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

BPIC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 6.295.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 162.490.

In the year two thousand and eleven the fourth day of August.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette.

THERE APPEARED:

BPIC CN ULC, a company incorporated under the laws of the Province of Nova Scotia, Canada, having its registered office c/o Stewart McKelvey, at Suite 900, Purdy's Wharf Tower One, 1959 Upper Water Street, P.O. Box 997, Halifax, Nova Scotia, B3J 2X2, Canada, registered with the Nova Scotia Registry of Joint Stock Companies under registry number 3255322 (the Sole Shareholder),

in its capacity as sole shareholder of BPIC S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organized under the laws of Luxembourg, having its registered office at 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 162.490, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on June 27, 2011, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company),

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, with professional address in Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard, by virtue of a proxy given under hand.

Such proxy, after having been signed ne varietur by the undersigned notary and the proxyholder acting on behalf of the appearing party, shall remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. The Company's share capital is presently set at twenty-five thousand US dollars (USD 25,000.-) represented by twenty-five thousand (25,000) shares, each having a par value of one US dollar (USD 1.-);

II. The agenda is as follows:

1. amendment to article 3 (the corporate object clause) of the article of association of the Company which shall now read as follows:

“The purpose to be conducted or promoted by the Company is to engage only in the following activities:

- i. to own limited partner interests in BPIC CN (US) II LP, a Delaware limited partnership,
- ii. to wholly own BPIC CN SM II LLC, a Delaware limited liability company, to indirectly, via BPIC CN (US) II LP and BPIC CN SM II LLC, own certain claims of BPIC Subsidiary LLC in favour of BPIC CN (US) II LP; to enter into and perform its obligations under the Basic Documents (as hereinafter defined); and
- iii. to engage in any lawful act or activity and to exercise any powers permitted to a private limited liability company formed under the laws of Luxembourg that are related or incidental to and necessary, convenient or advisable for the accomplishment of the above-mentioned purposes;

however the purpose and objects of the Company does not include any of the following activities:

- iv. engage, directly or indirectly, in any business other than the actions required or permitted to be performed in connection with certain claims of BPIC Subsidiary LLC in favour of BPIC CN (US) II LP;
- v. incur, create or assume any indebtedness other than certain claims of BPIC Subsidiary LLC in favour of BPIC CN (US) II LP;
- vi. to the fullest extent permitted by law, engage in or consent to any dissolution, winding up, liquidation, consolidation, merger (in whole or in part), asset sale, receivership, trusteeship, appointment of a conservator or assignee for the benefit of creditors or transfer of ownership interests;
- vii. form, acquire or hold any subsidiary (whether corporate, partnership, limited liability company or other), other than BPIC CN (US) II LP and BPIC CN SM II LLC; and
- viii. have any of its obligations guaranteed by an affiliate.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

For purposes of this Article 3, the term “Basic Documents” shall mean these Articles, any operating agreement that may be entered into by and between the Company and its shareholder(s), from time to time.”

2. Creation of classes of shares in the share capital of the Company namely (i) ordinary shares (the Ordinary Shares) and (ii) mandatory redeemable preferred shares (the MRPS) all having a nominal value of one US dollar (USD 1.-) each, which will have such rights and features as set out in the restated articles of association of the Company (the Articles);

3. Requalification of the twenty-five thousand (25,000) existing shares in the share capital of the Company into Ordinary Shares;

4. Increase of the share capital of the Company by an amount of six million two hundred and seventy thousand US dollars (USD 6,270,000.-) so as to raise it from its present amount of twenty-five thousand US dollars (USD 25,000.-) consisting of twenty-five thousand (25,000) Ordinary Shares to six million two hundred and ninety-five thousand US dollars (USD 6,295,000.-) by the creation and issue of three million five hundred and seventy thousand (3,570,000.-) MRPS with a par value of one US dollar (USD 1.-) each and two million seven hundred thousand (2,700,000) additional Ordinary Shares also with a par value of one US Dollar (USD 1.-);

5. Subscription to and payment of the share capital increase specified in item 3. above;

6. Subsequent full restatement of the Articles in order to reflect the creation of the Ordinary Shares and MRPS adopted under items 1 and 2 as well as the increase of the share capital adopted under item 3. above;

7. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company and any employee of AIB Administrative Services Luxembourg S.à r.l. to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company; and

8. Miscellaneous.

Now, therefore, the appearing party, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to create classes of shares in the share capital of the Company namely (i) ordinary shares (the Ordinary Shares) and (ii) mandatory redeemable preferred shares (the MRPS) all having a par value of one US dollar (USD 1.-) each, which will have such rights and features as set out in the Articles.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to requalify the existing twenty-five thousand (25,000) shares in the share capital of the Company as Ordinary Shares, with the rights and features as set out in the Articles.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of six million two hundred and seventy thousand US dollars (USD 6,270,000.-) so as to raise it from its present amount of twenty-five thousand US dollars (USD 25,000.-) consisting of twentyfive thousand (25,000) Ordinary Shares to six million two hundred and ninety-five thousand US dollars (USD 6,295,000.-) by the creation and issue of three million five hundred and seventy thousand (3,570,000.-) MRPS with a par value of one US dollar (USD 1.-) each and two million seven hundred thousand (2,700,000) additional Ordinary Shares also with a par value of one US Dollar (USD 1.-).

Intervention / Subscription payment

Thereupon, the Sole Shareholder declares to subscribe to three million five hundred and seventy thousand (3,570,000.-) MRPS with a par value of one US dollar (USD 1.-) each and two million seven hundred thousand (2,700,000) additional Ordinary Shares also with a par value of one US Dollar (USD 1.-), and to fully pay them up by a contribution in kind in an aggregate amount of three hundred and sixty million US dollars (USD 360,000,000.-) (the Contribution) which will be allocated as follows:

- (i) an amount of six million two hundred and seventy thousand US dollars (USD 6,270,000.-) to the share capital account of the Company;
- (ii) an amount of six hundred twenty-nine thousand five hundred US dollars (USD 629,500) to the legal reserve account of the Company; and
- (iii) an amount of three hundred fifty-three million one hundred thousand five hundred US dollars (USD 353,100,500) to the share premium account of the Company stapled to the MRPS.

The valuation of the Contribution was evidenced by inter alia, (i) the interim balance sheet of the Sole Shareholder dated August 2 2011 and signed for approval by the management of the Sole Shareholder and (ii) a valuation certificate issued on the date hereof by the management of the Sole Shareholder and countersigned as far as the valuation is concerned by the management of the Company.

Such certificate and a copy of the interim balance sheet of the Company, after signature "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

Fourth resolution

As a consequence of the above and in order to reflect the above resolutions and to set forth the rights and features of the MRPS, the Sole Shareholder resolves to fully restate the Articles as follows and has thus requested the undersigned notary to enact the following amendment and full restatement of the Articles:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", limited liability company, governed by the present articles of incorporation (the Articles) and by current Luxembourg laws, especially the laws of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended (the Law).

Art. 2. The Company's name is "BPIC S.à r.l."

Art. 3. The purpose to be conducted or promoted by the Company is to engage only in the following activities:

- i. to own limited partner interests in BPIC CN (US) II LP, a Delaware limited partnership,
- ii. to wholly own BPIC CN SM II LLC, a Delaware limited liability company, to indirectly, via BPIC CN (US) II LP and BPIC CN SM II LLC, own certain claims of BPIC Subsidiary LLC in favour of BPIC CN (US) II LP; to enter into and perform its obligations under the Basic Documents (as hereinafter defined); and
- iii. to engage in any lawful act or activity and to exercise any powers permitted to a private limited liability company formed under the laws of Luxembourg that are related or incidental to and necessary, convenient or advisable for the accomplishment of the above-mentioned purposes; however the purpose and objects of the Company does not include any of the following activities:
 - iv. engage, directly or indirectly, in any business other than the actions required or permitted to be performed in connection with certain claims of BPIC Subsidiary LLC in favour of BPIC CN (US) II LP;
 - v. incur, create or assume any indebtedness other than certain claims of BPIC Subsidiary LLC in favour of BPIC CN (US) II LP;

vi. to the fullest extent permitted by law, engage in or consent to any dissolution, winding up, liquidation, consolidation, merger (in whole or in part), asset sale, receivership, trusteeship, appointment of a conservator or assignee for the benefit of creditors or transfer of ownership interests;

vii. form, acquire or hold any subsidiary (whether corporate, partnership, limited liability company or other), other than BPIC CN (US) II LP and BPIC CN SM II LLC; and

viii. have any of its obligations guaranteed by an affiliate.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

For purposes of this Article 3, the term “Basic Documents” shall mean these Articles, any operating agreement that may be entered into by and between the Company and its shareholder(s) from time to time.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. Unless provided for in the Basic Documents, the life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

II. Capital - Shares

Art. 8. The share capital is set at six million two hundred and ninety-five thousand US dollars (USD 6,295,000.-), represented by two million seven hundred twenty-five thousand (2,725,000) ordinary shares (the “Ordinary Shares”), having a par value of one US dollar (USD 1.-) each and three million five hundred and seventy thousand (3,570,000.-) mandatory redeemable preferred shares (the “MRPS”), having a par value of one US dollar (USD 1.-) each, all in registered form, all subscribed and fully paid-up. The MRPS and the Ordinary Shares are hereinafter referred to individually as a “Share” and collectively as the “Shares”. The Ordinary Shares and the MRPS shall constitute separate classes of shares in the Company. The MRPS shall have preferred dividend and preferred liquidation rights vis-à-vis the Ordinary Shares subject to the terms and conditions described hereafter.

Each Share entitles its holder to one vote at the shareholders’ meeting.

The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

The shareholders may decide to create reserves and/or share premium accounts which may be connected to classes of Shares as set out above.

The holders of the Ordinary Shares will be exclusively entitled to any and all rights attached to the share premium (if any) paid for the subscription of Ordinary Shares. The holders of MRPS will be exclusively entitled to any and all rights attached to the share premium (if any) paid for the subscription of MRPS.

Share premium paid on Ordinary Shares or MRPS shall be booked in specific share premium accounts, as follows:

- any share premium paid on Ordinary Shares shall be booked in an ordinary shares’ share premium account (hereinafter referred to as the “Ordinary Shares Share Premium Account”) and such share premium shall remain attached to the Ordinary Shares upon which the share premium was paid; and

- any share premium paid on MRPS shall be booked in a mandatory redeemable preferred shares’ share premium account (hereinafter referred to as the “MRPS Share Premium Account”) and such share premium shall remain attached to the Mandatory Redeemable Preferred Shares upon which the share premium was paid.

All MRPS are issued in the form of redeemable shares and the redemption of the MRPS can only be made by means of sums available for distribution pursuant to Article 72-1 of the Law (distributable funds, inclusive of the extraordinary reserve established with funds received by the Company as an issue premium) or proceeds of a new issue made for the

redemption purpose and through extraordinary general meeting of shareholders. The MRPS will be redeemed pursuant to the following terms and conditions:

(i) in any circumstances whatsoever, the Company shall redeem all of the MRPS then in issue upon expiry of a thirteen (13) years period from the date on which the MRPS are issued (the “Final Mandatory Redemption Date”);

(ii) notwithstanding the Final Mandatory Redemption Date and at any time before such date, the holders of MRPS may request by prior written notice to redeem all or part of the MRPS through and subject to the approval by the extraordinary general meeting of shareholders; and

(iii) the redemption price of the MRPS to be redeemed will be equal to the par value of the redeemed MRPS, the MRPS Share Premium Account (if any) attached to the MRPS and that is attributable to the MRPS so redeemed plus (i) any accrued and undeclared dividends (if any) including the MRPS Reserve Account (defined below).

Redeemed MRPS will be cancelled forthwith after redemption and through the extraordinary general meeting of shareholders resolving on such redemption.

All MRPS are issued in the form of convertible Shares into Ordinary Shares. MRPS may be converted pursuant to the following terms and conditions:

(i) notwithstanding the Final Mandatory Redemption Date, the holder of MRPS may at any time before such date, request (in one or several occasions) in writing to convert into Ordinary Shares all or part of the MRPS to the fair market value equivalent of the Ordinary Shares equal to the relevant MRPS par value, attached share premium and any declared and unpaid dividends (if any), subject to the approval by the extraordinary general meeting of shareholders; and

(ii) the number of Shares to be issued through extraordinary general meeting of shareholders upon such conversion of MRPS into Ordinary Shares will be equal to the number of Shares converted in the relevant MRPS. The share premium (if any) attached to the converted MRPS and that is attributable to the MRPS so converted will be allocated to the share premium of the Ordinary Shares or to the share premium of the relevant MRPS.

The MRPS shall confer upon the holder(s) thereof as a class the right, in priority to the payment of dividends to the holder(s) of Ordinary Shares to receive out of the profits of the Company available for distribution by way of dividend a fixed cumulative preferential cash dividend (hereinafter called the MRPS Preferred Dividend), that will be determined, at the time of the issuance of the MRPS, and/or any subsequent shareholders’ meeting, and that will be computed on the MRPS subscription price paid by the relevant MRPS holder and related equity accounts, being the par value of each MRPS increased by the MRPS share premium paid for each MRPS and, for each MRPS, any legal reserve contributed in relation to the MRPS at the time of such issuance (the “MRPS Subscription Price”), which shall accrue daily and be calculated assuming a 365 day year. The holder(s) of the MRPS shall not be entitled to participate in the distribution of dividends (if any) paid in excess of the MRPS Preferred Dividend. No dividend, whether in cash or kind, shall be paid or declared, nor shall any other distribution be made (i) on the Ordinary Shares until any accrued MRPS Preferred Dividend shall have been declared and paid in full.

In case of dissolution of the Company, the holder of MRPS will rank junior to all debts incurred by the Company but will rank senior to the holder of Ordinary Shares as set forth in article 20 below.

The holder of MRPS will only be entitled to an MRPS Preferred Dividend, provided that the Company has sufficient liquid assets available, after each such dividend payment is made to cover its current expenses immediately after the payment of the dividend and one of the following three (3) events has occurred:

- (i) the distribution of an MRPS Preferred Dividend payment is declared; or
- (ii) MRPS are redeemed or retracted by the MRPS holder; or
- (iii) the Company is wound-up.

Should the profits be sufficient to distribute an MRPS Preferred Dividend, in whole or in part, and the shareholder, or in case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders, decides to make no distribution resolution with respect to such dividend, the amount of the dividend that should have been distributed to the MRPS holder shall be automatically allocated to a distributable reserve booked in a MRPS reserve account (hereinafter referred to as the “MRPS Reserve Account”).

Art. 9. The Shares are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per Share.

Shares are freely transferable among the shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, Shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one shareholder, the transfer of Shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

The Company may redeem its own Shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company’s share capital.

III. Management

Art. 10. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two (2) managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, boards of managers will be validly held provided that all managers be present or represented.

In this case, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the unanimous vote of the managers present or represented.

The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 11. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

Art. 12. Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopy, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

IV. Shareholders decisions

Art. 13. Shareholders decisions are taken by shareholder's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

Art. 14. Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

However, decisions concerning an amendment of the Articles must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the shareholders.

V. Financial year - Balance sheet

Art. 15. The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

Art. 16. Each year, as of the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 17. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

Art. 18. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. They may allocate such balance to the payment of a dividend and in particular the dividend referred to in article 8 above, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

Interim dividends may be distributed, at any time, subject to article 8 and under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the managers;
- (ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;
- (iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the board of managers within two (2) months from the date of the interim accounts;
- (iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and
- (v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Winding-up - Liquidation

Art. 19. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realize the assets and pay the liabilities of the Company.

The surplus after the realization of the assets and the payment of the liabilities will be paid as follow:

- (i) firstly, in repayment to the holder(s) of the MRPS (if any such shares are then outstanding) of the MRPS preferential liquidation right, such payment to be made on an equal per share basis, and
- (ii) secondly, after payment in full of the MRPS preferential liquidation right, the holder(s) of the Ordinary Shares (if any such shares are then outstanding) shall be entitled to be paid the remainder of the surplus, such payment to be made on an equal per share basis among the Ordinary Shares.

If the surplus available for distribution among the shareholders is insufficient to make payment of the MRPS preferential liquidation right in full to all holders of the MRPS, then such a surplus shall be distributed among the holder(s) of the MRPS, ratably in proportion to the full amounts to which they would otherwise be respectively entitled.

VII. Applicable law

Art. 20. The Law shall apply in so far as these Articles do not provide for the contrary.

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company and any employee of AIB Administrative Services Luxembourg S.à r.l. to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately six thousand eight hundred euros (€ 6,800.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREUPON the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an dix mille onze, le quatrième jour du mois d'août,

Par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

BPIC CN ULC, une société constituée selon les lois de la province de Nova Scotia, Canada, ayant son siège social au c/o Stewart McKelvey, at Suite 900, Purdy's Wharf Tower One, 1959 Upper Water Street, P.O. Box 997, Halifax, Nova Scotia, B3J 2X2, Canada, immatriculée auprès du register de commerce de Nova Scotia sous le numéro 3255322 (l'Associé Unique),

en sa qualité d'associé unique de BPIC S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162.490, constituée suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 27 juin 2011, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société),

représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le notaire instrumentant et le mandataire de la partie comparante, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Le capital social de la Société est fixé à vingt-cinq mille dollars américains (USD 25.000,-) représenté par vingt-cinq mille (25.000) parts sociales, chacune ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-);

II. L'ordre du jour est le suivant:

1. modification de l'article 3 (objet social) des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«Le but poursuivi ou promu par la Société est d'effectuer les seules activités suivantes:

- i. détenir des parts d'associé commanditaire dans BPIC CN (US) II LP, une société en commandite du Delaware,
- ii. détenir à 100% BPIC CN SM II LLC, une société à responsabilité limitée du Delaware, détenir indirectement via BPIC CN (US) II LP et BPIC CN SM II LLC des créances certaines de BPIC Subsidiary LLC en faveur de BPIC CN (US) II LP; conclure et accomplir ses obligations selon les Documents de Base (tels que définis ci-après); et
- iii. accomplir tout acte ou activité licite et exercer tous les pouvoirs autorisés aux sociétés à responsabilité limitée constituée selon les lois de Luxembourg, qui sont liées ou annexes, nécessaires, utiles ou recommandées pour l'accomplissement de l'objet précité;

Néanmoins, les activités suivantes n'entrent pas dans le but ni l'objet de la Société:

- iv. effectuer, directement ou indirectement, toutes les affaires, autres que les actions requises ou permises, à exécuter dans le cadre des créances certaines de BPIC Subsidiary LLC en faveur de BPIC CN (US) II LP;
- v. encourir, créer ou assumer toute dette autre que les créances certaines de BPIC Subsidiary LLC en faveur de BPIC CN (US) II LP;
- vi. dans la mesure permise par la loi, effectuer ou consentir à toute dissolution, mise en liquidation, liquidation, consolidation, fusion (totale ou partielle), vente d'actifs, administration judiciaire, tutelle, nomination d'un syndic de faillite ou d'un cessionnaire pour le compte des créiteurs ou le transfert de participation;
- vii. créer, acquérir ou détenir toute filiale (société, société en commandite, société à responsabilité ou autre), autre que BPIC CN (US) II LP et BPIC CN SM II LLC; et
- viii. faire garantir toutes ses obligations par un affilié.

La Société peut entreprendre toute opération commerciale, technique ou financière directement ou indirectement liée à tous les domaines précités afin de faciliter l'exécution de son objet.

Pour les besoins du présent Article 3, le terme «Document de Base» signifiera les présents Statuts, tout contrat d'opération présent ou futur conclu par et entre la Société et ses associés.

2. Création de classes de parts sociales dans le capital sociale de la Société, à savoir (i) des parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Ordinaires) et (ii) des parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables (les PSPOR), toutes ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune, qui auront les droits et caractéristiques tels que définis dans les statuts refondus de la Société (les Statuts);

3. Requalification des vingt-cinq mille (25.000) parts sociales existantes dans le capital social de la Société en Parts Sociales Ordinaires;

4. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de six millions deux cent soixante-dix mille dollars américains (USD 6.270.000,-) afin de le porter de son montant actuel de vingt-cinq mille dollars américains (USD 25.000,-) se composant de vingt-cinq mille (25.000) Parts Sociales Ordinaires à six millions deux cent quatre-vingt-quinze mille dollars américains (USD 6.295.000,-), par la création et l'émission de trois millions cinq cent soixante-dix mille (3.570.000) PSPOR d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune et deux millions sept cent mille (2.700.000) Parts Sociales Ordinaires supplémentaires également d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1);

5. Souscription et libération de l'augmentation du capital social définie au point 3. ci-dessus;

6. Refonte complète subséquente des Statut afin d'y refléter la création des Parts Sociales Ordinaires et des PSPOR adoptée aux points 1. et 2. ainsi que l'augmentation du capital social adoptée au point 3. ci-dessus;

7. Modification du registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité accordés à tout gérant de la Société et à tout employé de AIB Administrative Services Luxembourg S.à r.l. pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société; et

8. Divers.

Maintenant, la partie comparante, agissant par le biais de son mandataire, a prié le notaire instrumentant à acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de créer des classes de parts sociales dans le capital sociale de la Société, à savoir (i) des parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Ordinaires) et (ii) des parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables (les PSPOR), ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune, qui auront les droits et caractéristiques tels que définis dans les statuts de la Société (les Statuts).

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de requalifier les vingt-cinq mille (25.000) parts sociales existantes dans le capital social de la Société en Parts Sociales Ordinaires avec les droits et caractéristiques définis dans les Statuts.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de six millions deux cent soixante-dix mille dollars américains (USD 6.270.000,-) afin de le porter de son montant actuel de vingt-cinq mille dollars américains (USD 25.000,-) se composant de vingt-cinq mille (25.000) Parts Sociales Ordinaires à six millions deux cent quatre-vingt-quinze mille dollars américains (USD 6.295.000,-), par la création et l'émission de trois millions cinq cent soixante-dix mille (3.570.000) PSPOR d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune et deux millions sept cent mille (2.700.000) Parts Sociales Ordinaires supplémentaires également d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1).

Intervention / Souscription / Libération

Sur ces faits, l'Associé Unique déclare souscrire à trois millions cinq cent soixante-dix mille (3.570.000) PSPOR d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune et à deux millions sept cent mille (2.700.000) nouvelles Parts Sociales Ordinaires d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) et de les libérer intégralement par un apport en nature d'un montant total de trois cent soixante millions de dollars américains (USD 360.000.000,-) (l'Apport) qui sera affecté de la manière suivante:

(i) un montant de six millions deux cent soixante-dix mille dollars américains (USD 6.270.000,-) au compte capital social de la Société;

(ii) un montant de six cent vingt-neuf mille cinq cents dollars américains (USD 629.500,-) au compte réserve légale de la Société; et

(iii) un montant de trois cent cinquante-trois millions cent mille cinq cents dollars américains (USD 353.100.500,-) au compte prime d'émission de la Société rattaché aux PSPOR.

L'évaluation de l'Apport est certifiée entre autre par (i) le bilan intérimaire de l'Associé Unique daté du 02 août 2011 et signé pour approbation par la gérance de l'Associé Unique et (ii) un certificat d'évaluation émis à la date des présentes par la gérance de l'Associé Unique et contresigné par la gérance de la Société pour ce qui est de la valeur.

Ledit certificat d'évaluation et une copie du bilan intérimaire de la Société, après avoir été signé ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Quatrième résolution

Comme conséquence ce que qui précède et afin de refléter les résolutions ci-dessus et de déterminer les droits et caractéristiques des PSPOR, l'Associé Unique décide de refondre entièrement les Statuts comme suit et a donc requis le notaire instrumentant d'acter les modifications suivantes et la refonte complète des Statuts:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts (les Statuts) et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la Loi).

Art. 2. La dénomination de la société est " BPIC S.à r.l.".

Art. 3. Le but poursuivi ou promu par la Société est d'effectuer les seules activités suivantes:

i. détenir des parts d'associé commanditaire dans BPIC CN (US) II LP, une société en commandite du Delaware,

ii. détenir à 100% BPIC CN SM II LLC, une société à responsabilité limitée du Delaware, détenir indirectement via BPIC CN (US) II LP et BPIC CN SM II LLC des créances certaines de BPIC Subsidiary LLC en faveur de BPIC CN (US) II LP; conclure et accomplir ses obligations selon les Documents de Base (tels que définis ci-après); et

iii. accomplir tout acte ou activité licite et exercer tous les pouvoirs autorisés aux sociétés à responsabilité limitée constituée selon les lois de Luxembourg, qui sont liées ou annexes, nécessaires, utiles ou recommandées pour l'accomplissement de l'objet précité;

Néanmoins, les activités suivantes n'entrent pas dans le but ni l'objet de la Société:

iv. effectuer, directement ou indirectement, toutes les affaires, autres que les actions requises ou permises, à exécuter dans le cadre des créances certaines de BPIC Subsidiary LLC en faveur de BPIC CN (US) II LP;

v. encourir, créer ou assumer toute dette autre que les créances certaines de BPIC Subsidiary LLC en faveur de BPIC CN (US) II LP;

vi. dans la mesure permise par la loi, effectuer ou consentir à toute dissolution, mise en liquidation, liquidation, consolidation, fusion (totale ou partielle), vente d'actifs, administration judiciaire, tutelle, nomination d'un syndic de faillite ou d'un cessionnaire pour le compte des créiteurs ou le transfert de participation;

vii. créer, acquérir ou détenir toute filiale (société, société en commandite, société à responsabilité ou autre), autre que BPIC CN (US) II LP et BPIC CN SM II LLC; et

viii. faire garantir toutes ses obligations par un affilié.

La Société peut entreprendre toute opération commerciale, technique ou financière directement ou indirectement liée à tous les domaines précités afin de faciliter l'exécution de son objet.

Pour les besoins du présent Article 3, le terme «Document de Base» signifiera les présents Statuts, tout contrat d'opération présent ou futur conclu par et entre la Société et ses associés.

Art. 4. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision d'une assemblée générale extraordinaire statuant comme pour la modification des Statuts.

Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance de la Société.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Sauf disposition contraire dans les Documents de Base, le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

II. Capital - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à six millions deux cent quatre-vingt-quinze mille dollars américains (USD 6.295.000,-) représenté par deux millions sept cent vingt-cinq mille (2.725.000) parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires»), ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune et trois millions cinq cent soixante-dix mille (3.570.000) parts sociales préférentielles obligatoirement rachetables (les «PSPOR»), ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune, toutes sous forme nominative, toutes souscrites et entièrement libérées. Les PSPOR et les Parts Sociales Ordinaires sont ci-après désignées individuellement comme une «Part Sociale» et collectivement comme les «Parts Sociales». Les Parts Sociales Ordinaires et les PSPOR constitueront des catégories séparées de parts sociales dans la Société. Les PSPOR auront des dividendes préférentiels et des droits de liquidation préférentiels vis-à-vis des Parts Sociales Ordinaires, sous réserve des termes et condition décrites ci-après.

Chaque Part Sociale confère à son détenteur une voix lors d'une assemblée des associés.

Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Les associés peuvent décider de créer des réserves et/ou des comptes de prime d'émission qui seront rattachés aux classes des Parts Sociales définies ci-dessus.

Les détenteurs des Parts Sociales Ordinaires auront exclusivement tous les droits quels qu'ils soient rattachés à la prime d'émission (le cas échéant) payée pour la souscription des Parts Sociales Ordinaires. Les détenteurs des PSPOR

auront exclusivement tous les droits quels qu'ils soient rattachés à la prime d'émission (le cas échéant) payée pour la souscription des PSPOR.

Toute prime d'émission payée sur les Parts Sociales Ordinaires ou sur les PSPOR sera comptabilisée sur des comptes de prime d'émission spécifiques, comme suit:

- toute prime d'émission payée sur les Parts Sociales Ordinaires sera comptabilisée sur un compte de prime d'émission lié aux Parts Sociales Ordinaires (ci après le «Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires») et ladite prime d'émission restera liée aux Parts Sociales Ordinaires pour lesquelles elle a été payée; et

- toute prime d'émission payée sur les PSPOR sera comptabilisée sur un compte de prime d'émission lié aux PSPOR (ci après le «Compte de Prime d'Emission des PSPOR») et ladite prime d'émission restera liée aux Parts Sociales Préférentielles Obligatoirement Rachetables pour lesquelles elle a été payée.

Toutes les PSPOR sont émises sous forme de parts sociales rachetables et le rachat des PSPOR pourra uniquement se faire au moyen de sommes disponibles à la distribution en vertu de l'Article 72-1 de la Loi (fonds distribuables, en ce compris la réserve extraordinaire établie avec les fonds reçus par la Société comme prime d'émission) ou le produit d'une nouvelle émission effectuée pour les fins de rachat et par assemblée générale extraordinaire des associés. Les PSPOR seront rachetées selon les modalités suivantes:

(i) quelques soient les circonstances, la Société rachètera toutes les PSPOR alors en circulation à l'expiration d'une période de treize (13) ans à compter de la date à laquelle les PSPOR ont été émises (la «Date Ultime de Rachat Obligatoire»);

(ii) Nonobstant la Date Ultime de Rachat Obligatoire et à tout moment avant cette Date, les détenteurs de PSPOR peuvent demander par avis écrit préalable à racheter toutes ou une partie des PSPOR en et sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire; et

(iii) Le prix de rachat des PSPOR sera égal à la valeur nominale des PSPOR rachetées, le Compte de Prime d'Emission des PSPOR (le cas échéant) rattaché aux PSPOR et attribuable aux PSPOR ainsi rachetées plus tous les dividendes cumulés et non déclarés (le cas échéant) y compris le Compte de réserve des PSPOR (tel que défini ci-dessous).

Les PSPOR rachetées seront immédiatement annulée après le rachat par l'assemblée générale extraordinaire des associés qui a décidé ce rachat.

Toutes les PSPOR sont émises sous la forme de parts sociales convertibles en Parts Sociales Ordinaires. Les PSPOR peuvent être converties selon les modalités suivantes:

(i) nonobstant la Date Ultime de Rachat Obligatoire, le détenteur de PSPOR peut à tout moment avant cette date, demander (en une ou plusieurs occasions) par écrit de convertir en Parts Sociales Ordinaires toutes ou une partie des PSPOR à la valeur marchande équivalente des Parts Sociales Ordinaires égale à la valeur nominale des PSPOR en question, la prime d'émission rattachée et les dividendes déclarés mais non payés (le cas échéant) sous réserve de l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire des associés; et

(ii) le nombre de Parts Sociales à émettre par assemblée générale extraordinaire des associés pour cette conversion de PSPOR en Parts Sociales Ordinaires sera égale au nombre de Parts Sociales converties en PSPOR. La prime d'émission (le cas échéant) rattachée aux PSPOR converties et qui est attribuable aux PSPOR ainsi converties sera affectée à la prime d'émission des Parts Sociales Ordinaires ou à la prime d'émission des PSPOR concernées.

Les PSPOR conféreront à leur(s) détenteur(s) comme une catégorie, le droit, prioritairement au paiement de dividendes au(x) détenteur(s) des Parts Sociales Ordinaires, de recevoir sur les bénéfices de la Société disponibles pour distribution par dividende, un dividende en numéraire préférentiel cumulatif fixe (ci-après dénommé le Dividende Préférentiel PSPOR) qui sera déterminé au moment de l'émission et/ou à toute assemblée subséquente des associés et qui sera calculé sur le prix de souscription payé par le détenteur concerné pour chaque PSPOR et comptabilisé sur le compte de capital lié, étant la valeur nominale de chaque PSPOR augmentée par la prime d'émission PSPOR payé pour chaque PSPOR et, pour chaque PSPOR, toute réserve légale apportée relative au PSPOR au moment de ladite souscription (le Prix de Souscription PSPOR), qui sera quotidiennement cumulé et calculé sur une année de 365 jours. Le(s) détenteur(s) des PSPOR n'auront pas droit de participer à la distribution de dividendes (s'il y en a) payés en supplément du Dividende Préférentiel PSPOR. Aucun dividende, qu'il soit en numéraire ou en nature, ne sera payé ou déclaré, et aucune autre distribution ne sera effectuée (i) aux Parts Sociales Ordinaires jusqu'à ce que le Dividende Préférentiel PSPOR échu ait été déclaré et entièrement payé.

En cas de dissolution de la Société, le détenteur de PSPOR aura un rang inférieur à toutes les dettes de la Société mais un rang supérieur aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires tel que défini à l'article 20 ci-dessous.

Le détenteur de PSPOR n'aura droit à un Dividende Préférentiel PSPOR que si la Société dispose d'actifs liquides suffisants, après que chacun de ces paiements de dividende soit effectué, pour couvrir ses dépenses actuelles immédiatement après le paiement du dividende et qu'une des trois (3) conditions suivantes soit remplie:

- (i) la distribution d'un dividende préférentiel PSPOR soit déclarée; ou
- (ii) les PSPOR sont rachetées ou rétractées par les détenteurs de PSPOR; ou
- (iii) la Société soit liquidée.

Si lorsque les bénéfices sont suffisants pour distribuer tout ou une partie d'un Dividende Préférentiel PSPOR à l'associé, ou en cas de pluralité, aux associés, l'assemblée générale des associés décide de ne pas effectuer de distribution en relation

avec ce dividende, le montant du dividende qui aurait été distribué aux détenteurs de PSPOR sera automatiquement affecté à une réserve distribuable comptabilisée sur un compte de réserve PSPOR (ci-après le «Compte de Réserve PSPOR»)

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par Part Sociale.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les Parts Sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des Parts Sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

La Société peut racheter ses propres Parts Sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gérance

Art. 10. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société dans toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) gérants.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement si tous les gérants sont présents ou représentés.

Dans ce cas, les résolutions du conseil de gérance sont adoptées par le vote unanime des gérants présents ou représentés.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 11. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 12. Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par téléfax, cable, télégramme ou télex un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

IV. Décisions des associés

Art. 13. Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, la gérance peut décider d'envoyer à chaque associé le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées par écrit et transmises par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

Art. 14. Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par les associés.

V. Exercice social - Comptes annuels

Art. 15. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 16. Chaque année, au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes de(s) gérant(s) envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

Art. 17. Tout associé peut prendre connaissance au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 18. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde est à la disposition des associés.

Les associés décident de la manière dont ils attribuent le solde du bénéfice net annuel. Ils peuvent décider de payer un dividende et en particulier le dividende dont il est question à l'article 8 ci-dessus, transférer ce solde sur un compte de réserve ou le reporter conformément aux dispositions légales applicables.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, sous réserve de l'article 8 et aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par les gérants;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le conseil de gérance dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;
- (iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et
- (v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excédent à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 19. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué comme suit:

- (i) premièrement, en remboursement au(x) détenteur(s) des PSPOR (si de telles parts sociales existent toujours) de leur Droit de boni préférentiel PSPOR, un tel paiement s'effectuera sur une base égale par part sociale; et
- (ii) deuxièmement, après paiement entier du Droit de boni préférentiel PSPOR, le(s) détenteur(s) des Parts Sociales Ordinaires (si de telles parts sociales existent toujours) auront le droit de recevoir l'excédent restant, un tel paiement s'effectuera sur une base égale par part sociale parmi les Parts Sociales Ordinaires.

Si le surplus disponible à la distribution entre les associés est insuffisant pour payer le Droit de boni préférentiel PSPOR en plein à tous les détenteurs de PSPOR, alors ce surplus sera distribué entre les détenteurs de PSPOR, proportionnellement aux pleins montants auxquels ils auraient autrement eu droit.

VII. Loi applicable

Art. 20. La Loi trouvera à s'appliquer partout où les Statuts ne prévoient pas le contraire.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité accordés à tout gérant de la Société et à tout employé de AIB Administrative Services Luxembourg S.à r.l. pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges, de toute forme, qui incombent à la Société à raison du présent acte sont estimés à environ six mille huit cents euros (€ 6.800,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ce dernier a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 08 août 2011. Relation: EAC/2011/10853. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011134286/697.

(110155132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2011.

Kosko S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1839 Luxembourg, 10, rue Joseph Junck.

R.C.S. Luxembourg B 121.039.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011138297/10.

(110160149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

LSRC II Investor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 146.583.

Suite au transfert du 21 juillet 2011 la société Neubauer Family Foundation (IRS EIN: 25-6627704) dont le siège se situe à 1717 Arch Street, Suite 4050, Philadelphia, PA19103, (USA) a cédé ses 13 889 parts de la société LSRC II Investor S.à r.l. de la manière suivante:

13 889 parts sociales sont transférées à Next Egg Investments (NFF), LP (IRS EIN: 80-0696650) dont le siège se situe à 1403 Foulk Road, Suite 200, 19803-2788 Wilmington (USA).

Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Pour LSRC II Investor S.à r.l.

United International Management

Référence de publication: 2011138316/15.

(110159722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

KSAC Europe Investments, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 151.623.

Les comptes annuels pour la période du 12 février 2010 (date de constitution) au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 septembre 2011.

Référence de publication: 2011138299/11.

(110160312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Lear Financial Services (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 97.806.

Nous prenons acte du changement d'adresse privée de Monsieur Alexandre BRUE, Gérant, au 1bis rue d'Alger, 78100 Saint-Germain-en-Lay France

Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Pour Lear Financial Services (Luxembourg)

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011138301/14.

(110160054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Lear Luxembourg Holdings GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.006,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 156.560.

Nous prenons acte du changement d'adresse privée de Monsieur Alexandre BRUE, Gérant, au 1bis rue d'Alger, 78100 Saint-Germain-en-Lay France

Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Pour Lear Luxembourg Holdings GmbH

SGG S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011138302/14.

(110160055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Nanja S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 157.760.

EXTRAIT

Avec effet immédiat, la société CAPITA FIDUCIARY S.A., ayant son siège social au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, a dénoncé le domicile établi au 16 avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg de la Société anonyme NANJA S.à r.l. enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés, section B, numéro B157760.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2011.

CAPITA FIDUCIARY S.A.

Signatures

Le domiciliataire

Référence de publication: 2011138350/15.

(110159621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Lear North European Operations GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 17.400.000,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 133.583.

Nous prenons acte du changement d'adresse privée de Monsieur Alexandre BRUE, Gérant, au 1bis rue d'Alger, 78100 Saint-Germain-en-Lay France

Luxembourg, le 7 octobre 2011.
Pour Lear North European Operations GmbH
SGG S.A.
Signatures

Référence de publication: 2011138303/14.

(110160053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Lear West European Operations, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 180.040.000,00.

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 102.878.

Nous prenons acte du changement d'adresse privée de Monsieur Alexandre BRUE, Gérant, au 1bis rue d'Alger, 78100 Saint-Germain-en-Lay France

Luxembourg, le 7 octobre 2011.
Pour Lear West European Operations
SGG S.A.
Signatures

Référence de publication: 2011138304/14.

(110160051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Laboratoires Réunis Junglinster, Société Civile.

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone Artisanale et Commerciale.

R.C.S. Luxembourg E 240.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'une assemblée générale extraordinaire tenue en date 28 septembre 2011 que:

- Les associés acceptent la démission de M. Kubad Al Haidari comme membre du conseil de gérance,
- Le régime de signature est le suivant, c'est-à-dire vis-à-vis des tiers, la société est engagée à concurrence de deux mille cinq cents euros (2.500,00-EUR) par la signature individuelle de chaque gérant et pour un montant illimité par la signature conjointe de deux gérants.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2011138305/14.

(110159962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Lasting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 96.394.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Document faisant l'objet de la rectification:

Référence: L100106615

Date: 19/07/2010

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011138309/12.

(110159878) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Larres S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 130.237.

L'adresse du commissaire aux comptes AUDIEX S.A. est dorénavant la suivante:

- AUDIEX S.A., 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 octobre 2011.

Référence de publication: 2011138306/11.

(110159897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Larres S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 130.237.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011138307/9.

(110159931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Laser Développement S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 73.354.

EXTRAIT

En tant que domiciliataire de la société LASER DEVELOPPEMENT S.A., immatriculé B 73 354, nous dénonçons le siège social a L-1840 Luxembourg, 43, Boulevard Joseph II avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Pour la Société Arkai Domiciliation S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011138308/14.

(110160113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Leeuwarden S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 84.763.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011138310/9.

(110160268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Lux-Tank S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 12, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 46.576.

Les comptes annuels rectificatifs au 31.12.2008 (rectificatif du dépôt des comptes annuels 2008 déposé le 14/10/2009 no L090157918.05) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011138322/11.

(110160044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Senior Assured Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 121.228.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire de la société en date du 6 octobre 2011
("Assemblée")*

L'Assemblée accepte la démission de James Macdonald en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 6 octobre 2011.

L'Assemblée décide de nommer la personne suivante en tant que nouvel administrateur de la Société, avec effet au 6 octobre 2011 et ce jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016:

- Laurent Bélik, né le 2 septembre 1974 à Ixelles, Belgique avec adresse professionnelle au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

À Luxembourg, le 10 octobre 2011.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2011139011/19.

(110160569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2011.

Musamba, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 163.679.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the nineteenth day of the month of September.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Pinard S.à.r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 124 boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg and in the process of being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg,

represented by Mr. Olivier Dal Farra, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated September 16, 2011, which shall be registered together with the present deed.

The appearing party has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Musamba which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Musamba" (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is to acquire and hold participations, in any form whatsoever, in Luxembourg S.C.A.'s, and to act as unlimited partner (actionnaire commandité) and manager of Luxembourg S.C.A.'s, and more generally the object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, loans, loan participations, certificates of deposits and any other securities or financial instruments or assets of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any other company or enterprise and may invest in any way and manage a portfolio of patents or any other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity it deems fit.

The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit. The Company may further pledge, transfer or encumber or otherwise create securities over some or all of its assets.

In a general fashion it may grant assistance in any way to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Any of the above is to be understood in the broadest sense and any enumeration is not exhaustive or limiting in any way. The object of the Company includes any transaction or agreement which is entered into by the Company consistent with the foregoing.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at six hundred thousand British Pounds (£600,000) divided into six thousand shares (6,000) with a nominal value of one hundred British Pounds (£100) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy five (75) percent of the Company's capital.

Shares to be subscribed for in cash shall be offered on a preemptive basis to shareholders in proportion of the capital represented by their shares.

The rights to subscribe may be exercised within a period determined by the sole manager or the board of managers, as the case may be.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

The sole manager or as the case may be the board of managers is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of incorporation to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be the board of managers. Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be the board of managers has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company not reserved by law or the articles of incorporation to the general meeting or as may be provided herein.

The managers are appointed and may be removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of consent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company. In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (including by way of representation).

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of any of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager acting together.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder Meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by any manager by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. Notwithstanding the forgoing, decisions concerning the amendment of the Articles of Incorporation are to be approved by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year 31st which shall commence on the day of incorporation and end on December 2012.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Auditors. The general meeting of shareholders may appoint one or several statutory auditors (commissaire(s) aux comptes), and shall then determine its (their) term of office. In any case, if and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors. The statutory auditor(s) may be removed at any time, without notice and with or without cause, by the general meeting of shareholders. The statutory auditor(s) have an unlimited right of permanent supervision and control over all operations of the Company.

Art. 15. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 16. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 17. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription and Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (£)
Pinard S.à r.l.	6,000	£600.000
Total	6,000	£600.000

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 2,100.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at:

7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg

2. The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company each with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:

- Mr. Andre Pienaar, Manager, with professional address at 40 George Street, London W1U 7DW, United Kingdom, born on March 31, 1970 in Oudtshoorn, South Africa, as Class A manager;

- Mr Mikael Holmberg, Manager, with professional address at 7, Avenue J.P. Pescatore L-2324 Luxembourg, born on June 22, 1959, in Åker, Sweden, as Class B manager.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mil onze, le dix-neuvième jour du mois de septembre.

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Pinard S.à r.l., une société à responsabilité limitée, soumis au droit luxembourgeois et ayant son siège social, domicilié au 124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg et en cours d'immatriculation auprès du Registre du Commerce et des Sociétés au Luxembourg,

représentée par Monsieur Olivier Dal Farra, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration datée du 16 septembre 2011, cette procuration étant enregistrée avec le présent acte.

Lequel comparant agissant ès-qualités a demandé au notaire soussigné d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée Musamba qui est constituée par les présentes:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est formé par les comparants et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Musamba» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. L'objet. L'objet de la Société est l'acquisition et la détention d'une participation, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés en commandites par action luxembourgeoises, et d'agir comme actionnaire commandité et gérant de sociétés en commandite par actions luxembourgeoises, et plus généralement l'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition de participations et de tout intérêt, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans d'autres entités, entreprises ou investissements, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que la cession par vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, dettes, des prêts, des participations dans des prêts, certificats de dépôts et toutes autres valeurs mobilières ou instruments financiers ou biens de toute sorte, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et peut investir de quelque manière que ce soit et gérer un portefeuille de brevets ou tout autre droit de propriété intellectuelle de toute nature ou origine que ce soit. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de notes et de certificats de créance ou toute sorte de dette ou de valeur mobilière.

La Société peut prêter des fonds, y compris sans limitation ceux résultant de tous emprunts de la Société ou de l'émission de tout titre ou dette de toute sorte, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut donner des garanties et accorder des sûretés à tout tiers pour ses propres obligations et entreprises ainsi que pour les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée et généralement pour son propre bénéfice ou pour le bénéfice de cette entité. La Société peut aussi faire saisir, transférer ou s'endetter ou créer autrement des garanties sur quelques uns ou tous ses biens.

D'une manière générale elle peut prêter assistance de toute manière aux sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre société ou entreprise que la Société juge appropriée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Tout ce qui a été mentionné ci-dessus doit être entendu dans le sens le plus large et toute énumération n'est pas exhaustive ou limitative.

L'objet de la Société comprend toute transaction ou contrat dans lesquels la Société fit partie conformément avec ce qui a été mentionné ci-dessus.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'Étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Le capital social. Le capital social émis de la Société est fixé à six cent mille Livres Sterling (£600.000) divisé en six mille (6.000) parts sociales d'une valeur nominale de cent Livres Sterling (£100) chacune. Le capital de la Société peut

être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents Statuts et la Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales en vertu d'une décision de ses associés.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social de la Société.

Les parts sociales à souscrire en numéraire doivent être offertes par droit de préférence aux actionnaires en proportion du capital représenté par leurs parts sociales.

Les droits de souscription peuvent être exercés dans un délai déterminé par le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant.

Art. 7. Gérance de la Société. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges afin de pouvoir gérer l'activité de la Société et d'autoriser et/ou de procéder à tout acte de disposition et d'administration tombant dans l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du gérant unique ou le cas échéant du conseil de gérance. Vis-à-vis des tiers le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus afin d'agir pour le compte de la Société en toutes circonstances et de faire, autoriser et approuver tout acte et opération concernant la Société qui ne sont pas réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale ou tel que prévu dans les présents statuts.

Les gérants sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si la durée de ce mandat n'est pas indiquée, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles et seront également révocables avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre et de communiquer. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de deux classes différentes, à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B. Une telle classification de gérants doit être dûment enregistrée dans le procès-verbal de la réunion concernée et les gérants doivent être identifiés en fonction de la classe à laquelle ils appartiennent.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises avec l'accord de la majorité des gérants de la Société (y compris par voie de représentation). Dans le cas toutefois où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), toutes les résolutions du conseil de gérance ne pourront être valablement prises que si elles sont approuvées par la majorité des gérants comprenant au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B (qui peuvent être représentés).

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

La Société sera engagée par la signature du gérant unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature d'un des gérants, à condition toutefois que dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir les gérants de classe A et les gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de classe A et un gérant de classe B. Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le gérant unique (s'il n'y a qu'un seul gérant) ou le cas échéant par le conseil de gérance ou un des gérants, ou, en cas de classes de gérants, par un gérant de classe A et un gérant de classe B agissant ensemble.

Art. 8. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants ne contractent aucune obligation personnelle du fait des dettes de la Société. Comme mandataires, ils sont responsables de l'exécution de leur mandat.

Art. 9. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Assemblées des associés. Les décisions des associés sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (le cas échéant) représentera l'intégralité des associés de la Société.

Les assemblées seront convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à leur adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'intégralité du capital social est représentée à une assemblée l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions sera envoyé aux associés à leurs adresses inscrites dans le registre des associés tenu par la Société ou moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des réquisitions de majorité, à la date y précisée). Une résolution écrite unanime peut être passée à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représenté. Cependant, des décisions concernant des modifications des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés

(y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis et les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

Art. 11. Année sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année, sauf pour la première année sociale qui commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2012.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'année sociale, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérant établit les comptes annuels.

Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves et prime distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Commissaire aux comptes. L'assemblée générale des associés peut nommer un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, et précisera la durée de leur mandat. Aussi longtemps que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les activités de la société seront surveillées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes. Le commissaire aux comptes pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés. Le ou les commissaire(s) aux comptes ont un droit de surveiller et de contrôler l'ensemble des activités de la Société.

Art. 15. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non et qui sont nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 16. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société entre ses seules mains, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 17. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription et Paiement

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, celle-ci a souscrit et intégralement libéré les parts sociales comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales souscrites	Paiement
Pinard S.à r.l.	6.000	£600.000
Total	6.000	£600.000

Preuve du paiement du prix de souscription a été donnée au notaire instrumentant.

Dépenses, Evaluation

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait du présent acte sont évaluées à environ EUR 2.100,-.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au:

7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg.

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société chacun avec pouvoir de signature comme prévu dans les statuts:

- Monsieur André Pienaar, gérant, demeurant au 40 George Street, Londres, W1U 7DW, Royaume Uni, né le 31 mars 1970 à Oudtshoorn, Afrique du Sud, gérant de Classe A

- Monsieur Mikael Holmberg, gérant, avec adresse professionnelle au 7, Avenue Pescatore L-2324 Luxembourg, né le 22 juin 1959 à Åker, Suède, gérant de Classe B

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au comparant, qui a requis que le présent acte soit rédigé en langue anglaise, ledit comparant a signé le présent acte avec Nous, notaire, qui avons une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction française. En cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Signé: O. DAL FARRA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 septembre 2011. Relation: LAC/2011/42820. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 octobre 2011.

Référence de publication: 2011135821/412.

(110156842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2011.

Lux Voyages s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 57.870.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011138319/10.

(110160041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Lux-Jardins S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4558 Differdange, 10, rue des Fours.

R.C.S. Luxembourg B 74.362.

Le Bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011138320/10.

(110159668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Ocean Trade Lux Co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 50.052.988,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 153.418.

Dans les résolutions écrites des associés datées 23 septembre 2011, il a été décidé d'appeler aux fonctions de président Monsieur Laurent Forget, demeurant au 26 Boulevard Royal L - 2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ocean Trade Lux Co S.à r.l.
Société à Responsabilité Limitée
Signature
Un gérant

Référence de publication: 2011138361/15.

(110159570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Levita S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 96.392.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Document faisant l'objet de la rectification:

Référence: L100106620

Date: 19/07/2010

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011138311/12.

(110159885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Lux-Jardins S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4558 Differdange, 10, rue des Fours.

R.C.S. Luxembourg B 74.362.

Le Bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011138321/10.

(110159671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Pharmacopole S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3345 Leudelange, 15, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 57.365.

Par décision de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration en date du 07 septembre 2011 ont été nommés, jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturant au 31.12.2013:

- Claude BINDELS, 15, rue Belle-vue, L-3345 Leudelange, Administrateur et Président;
- Andrée KAUTHEN, 15, rue Belle-vue, L-3345 Leudelange, Administrateur et Administrateur délégué;
- Luc BRAUN, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Administrateur;
- EURAUDIT Sàrl, 16, Allée Marconi, L-2120 Luxembourg, Commissaire.

Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2011138386/15.

(110159816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Mavica S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 114.995.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011138337/9.

(110159914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Marble and Quartzite Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.335.950,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 58.296.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 octobre 2011.

Référence de publication: 2011138326/10.

(110160310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Manchester (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 101.308.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MANCHESTER (LUXEMBOURG) S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011138331/11.

(110159738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Manior S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 81.652.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MANIOR S.à r.l.

Référence de publication: 2011138333/10.

(110159938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Powercom Yuraku S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 147.628.

Veillez noter que Monsieur Claudio BENCIVENGO, administrateur de la société, réside désormais à l'adresse suivante:
NL-2245BL Wassenaar (Pays-Bas), 28, Eikendael.

Luxembourg, le 6 octobre 2011.

Pour avis sincère et conforme

Pour Powercom Yuraku S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011138368/13.

(110159574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Manior S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 81.652.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MANIOR S.à .r.l.

Référence de publication: 2011138334/10.

(110159939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Mavica S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 114.995.

L'adresse du commissaire aux comptes AUDIEX S.A. est dorénavant la suivante:

- AUDIEX S.A., 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2011.

Référence de publication: 2011138336/11.

(110159893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Mellow S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 74.411.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011138339/9.

(110160272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Menuiserie Kraemer S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9353 Bettendorf, 8, Fraeschegaass.

R.C.S. Luxembourg B 94.636.

Le Bilan du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011138340/10.

(110159845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Milestone International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 123.241.

En date du 23 septembre 2011, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de la société du 67 rue Ermesinde L-1469 Luxembourg au 5 rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg avec effet immédiat.

Monsieur Alan Dundon et Madame Géraldine Schmit, gérants, ont transféré leur adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2011.

Référence de publication: 2011138343/14.

(110160083) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Montecaro S.A., société de gestion de patrimoine familial S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 44.266.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 9 juin 2011.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance.

Monsieur Norbert SCHMITZ adresse professionnelle au 3, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, et les sociétés S.G.A. SERVICES S.A., siège social au 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, et FMS SERVICES S.A., siège social au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, sont réélus Administrateurs pour une nouvelle période de 6 ans.

Monsieur Eric HERREMANS adresse professionnelle au 39, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, est réélu Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de 6 ans.

Pour la société

MONTECARO S.A., SPF

Référence de publication: 2011138345/17.

(110160168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Panord S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6901 Roodt-sur-Syre, Zone Industrielle Rothoicht.
R.C.S. Luxembourg B 89.554.

—
EXTRAIT

La société a été informée des changements d'adresse des administrateurs suivants:

- Madame Posée FISCHER, dont la nouvelle adresse est 28A rue de Luxembourg, L-3360 Leudelange,
- Monsieur Patrick MULLER, dont la nouvelle adresse est 22 rue Raymond Poincare, L-2342 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PANORD SA

Référence de publication: 2011138377/13.

(110159910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Montecaro S.A., société de gestion de patrimoine familial S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 44.266.

—
Le Bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011138346/11.

(110160169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

Weather Capital Special Purpose 1 S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 672.571.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 125.495.

—
Extrait des résolutions prises par l'Associé Unique en date du 15 avril 2011

L'Associé unique a accepté la démission de M. Karim Nasr, en tant que gérant de catégorie B de la société, et ce avec effet immédiat.

En cette même date, l'associé a nommé M. Jeff McGhie, né le 30 décembre 1969 à Utah des Etats-Unis, demeurant professionnellement à Vilpelcom Ltd, au 15 Claude Debussylaan, 1082 MC à Amsterdam, Pays-Bas en tant que gérant de catégorie B de la société et ce avec effet immédiat et pour une durée indéterminée les personnes suivantes:

Il résulte desdites résolutions que le Conseil d'administration se compose comme suit:

- M. François Bourgon, catégorie A;

- M. Ragy Soliman, catégorie B;
- M. Jeff McGhie, catégorie B;

Fait à Luxembourg, le 20 septembre 2011.

Certifié sincère et conforme

Weather Capital Special Purpose 1 S.A.

Représentée par F. CECCARELLI

Référence de publication: 2011138476/22.

(110159970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.

International Paper Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 90.703.

In the year two thousand and eleven,
on the nineteenth day of September.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg.

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of International Paper Investments (Luxembourg) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 90.703 (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a notarial deed enacted on 12 December 2002, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°170 on 18 February 2003. The articles of association (the Articles) have been amended several times and for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on 25 February 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°1195 on June 3, 2011,

there appeared,

IP International Holdings, Inc. (formerly named International Paper -38, Inc.), a company incorporated and organized under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at c/o The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, United States of America (the Sole Shareholder),

which holds all twenty million three hundred thirty-six thousand seven hundred and eighty-five (20,336,785) issued shares of the Company,

here represented by Me Siobhán McCarthy, lawyer, having her professional address in Luxembourg by virtue of a proxy given on September 19, 2011.

Said proxy, after signature *in varietur* by the proxyholder of the appearing party, and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- I. the Sole Shareholder holds all of the shares in the share capital of the Company;
- II. the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Increase of the subscribed share capital of the Company by an amount of one hundred United States dollars (USD 100) in order to bring the Company's share capital from its present amount of two billion thirty-three million six hundred seventy-eight thousand five hundred United States dollars (USD 2,033,678,500) represented by twenty million three hundred thirty-six thousand seven hundred and eighty-five (20,336,785) shares with a par value of one hundred United States dollars (USD 100) each, to two billion thirty-three million six hundred seventy-eight thousand six hundred United States dollars (USD 2,033,678,600) by the issuance of one (1) new share with a par value of one hundred United States dollars (USD 100), having the same rights as the already existing shares.

2. Subscription to and payment of the share capital increase specified in item 1. above by contribution in kind, it being understood that (i) an amount of one hundred United States dollars (USD 100) shall be allocated to the nominal share capital account of the Company, (ii) an amount of two million three hundred ninety-nine thousand eight hundred and ninety United States dollars (USD 2,399,890) shall be allocated to the share premium reserve account of the Company and (iii) an amount of ten United States dollars (USD 10) shall be allocated to the legal reserve account of the Company.

3. Subsequent amendment to article 6. of the Articles in order to reflect the increase of the share capital adopted under item 1. above.

4. Amendment to the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, any lawyer or employee of the law firm Loyens & Loeff in Luxembourg and any employee of Equity Trust Luxembourg, to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the share register of the Company.

5. Miscellaneous.

IV. the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the subscribed share capital of the Company by an amount of one hundred United States dollars (USD 100) in order to bring the Company's share capital from its present amount of two billion thirty-three million six hundred seventy-eight thousand five hundred United States dollars (USD 2,033,678,500) represented by twenty million three hundred thirty-six thousand seven hundred and eighty-five (20,336,785) shares with a par value of one hundred United States dollars (USD 100) each, to two billion thirty-three million six hundred seventy-eight thousand six hundred United States dollars (USD 2,033,678,600) by the issuance of one (1) new share with a par value of one hundred United States dollars (USD 100), having the same rights as the already existing shares.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription to and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

Thereupon, the Sole Shareholder declares to subscribe to the one (1) new share and to have it fully paid up by way of a contribution in kind consisting of:

- seventeen million one hundred twenty-six thousand four hundred and twenty-five (17,126,425) shares (the Shorewood UK Shares) which it holds in the share capital of Shorewood UK Limited, a private limited company existing under the laws of United Kingdom, with its registered office at Bryan Cave, 88 Wood Street, London EC2V 7AJ, England, registered in the Companies' House Register under number 03893498 (Shorewood UK), having a fair market value of two million four hundred thousand United States dollars (USD 2,400,000) and representing one hundred per cent (100%) of the share capital of Shorewood UK;

The contribution in kind of the Shorewood UK Shares in an amount of two million four hundred thousand United States dollars (USD 2,400,000) to the Company is to be allocated as follows:

- (i) an amount of one hundred United States dollars (USD 100) to the share capital account of the Company;
- (ii) an amount of two million three hundred ninety nine thousand eight hundred and ninety United States dollars (USD 2,399,890) to the share premium reserve account of the Company;
- (iii) an amount of ten United States dollars (USD 10) to the legal reserve account of the Company.

The proof of the ownership and the value of the Shorewood UK Shares has been produced to the undersigned notary through a management certificate issued by the management of the Sole Shareholder stating that:

1. The Sole Shareholder is the sole owner of the Shorewood UK Shares;
2. The Shorewood UK Shares are fully paid up;
3. The Sole Shareholder is solely entitled to the Shorewood UK Shares and possesses the power to dispose of the Shorewood UK Shares;
4. None of the Shorewood UK Shares are encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct thereon and none of the Shorewood UK Shares are subject to any attachment;
5. There exists no pre-emption rights nor any other rights pursuant to which any person may request that the Shorewood UK Shares be transferred to it;
6. The Shorewood UK Shares are freely transferable;
7. All formalities required in the United Kingdom and any other relevant jurisdiction in relation to the contribution in kind of the Shorewood UK Shares to the Company, have been effected or will be effected upon receipt of a certified copy of the notarial deed documenting the said contribution in kind;
8. All corporate, regulatory and other approvals (if any) required in all relevant jurisdictions for or in connection with the contribution in kind of the Shorewood UK Shares to the Company, have been obtained; and
9. Based on general accepted accounting principles, the fair market value of the Shorewood UK Shares is at least equal to two million four hundred thousand United States dollars (USD 2,400,000) and since the valuation was made no material changes have occurred which would have depreciated the contribution made to the Company.

Such certificate, after signature *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Sole Shareholder resolves to record that the shareholding in the Company is, further the capital increase, as follows:

- IP International Holdings, Inc.	20,336,786 shares
Total:	20,336,786 shares

The Sole Shareholder confirms that the contribution of the Shorewood UK Shares to the Company shall operate as an effective transfer of the Shorewood UK Shares from the Sole Shareholder to the Company as of the date of this deed.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 6. of the Articles, which will henceforth have the following wording:

" **Art. 6.** The Company's corporate capital is fixed at two billion thirty-three million six hundred seventy-eight thousand six hundred United States dollars (USD 2,033,678,600) represented by twenty million three hundred thirty-six thousand seven hundred eighty-six (20,336,786) shares in registered form with a par value of one hundred United States dollars (USD 100) each, all subscribed and fully paid-up."

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby grants power and authority to any manager of the Company, any lawyer or employee of the law firm Loyens & Loeff in Luxembourg and any employee of Equity Trust Luxembourg to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued shares in the share register of the Company.

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present increase of capital, is approximately two thousand four hundred euro.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to proxyholder of the person appearing, such proxyholder signed together with Us notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze,
le dix-neuf septembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg, s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de International Paper Investments (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90.703 (la Société). La Société a été constituée suivant acte notarié reçu en date du 12 décembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 170 le 18 février 2003. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois par acte du notaire instrumentant, reçu le 25 février 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°1195 le 3 juin 2011,

a comparu,

IP International Holdings, Inc. (antérieurement dénommée International Paper -38, Inc.), une société constituée et régie par le droit de l'Etat de Delaware, Etats-Unis d'Amérique, dont le siège social est situé c/o The Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique (l'Associé Unique),

titulaire de la totalité des vingt millions trois cent trente-six mille sept cent quatre-vingt-cinq (20.336.785) parts sociales de la Société,

ici représentée par Me Siobhán McCarthy, avocate, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 19 septembre 2011.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante, et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Augmentation du capital social souscrit de la Société d'un montant de cent dollars américains (USD 100,-) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de deux milliards trente-trois millions six cent soixante-dix-huit mille cinq cents dollars américains (USD 2.033.678.500,-) représenté par vingt millions trois cent trente-six mille sept cent quatre-vingt-cinq (20.336.785) parts sociales d'une valeur nominale de cent dollars américains (USD 100,-) chacune, à un montant de deux milliards trente-trois millions six cent soixante-dix-huit mille six cents dollars américains (USD 2.033.678.600,-) par l'émission d'une (1) nouvelle part sociale de la Société, ayant une valeur nominale de cent dollars américains (USD 100,-) et disposant des mêmes droits que les parts sociales déjà existantes.

2. Souscription à et libération de l'augmentation de capital mentionnée au point 1. ci-dessus par un apport en nature, étant entendu que (i) un montant de cent dollars américains (USD 100.-) sera affecté au compte capital social nominal de la Société, (ii) un montant de deux millions trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille huit cent quatre-vingt-dix dollars américains (USD 2,399,890) sera affecté au compte de réserve de prime d'émission de la Société et (iii) un montant de dix dollars américains (USD 10) sera affecté au compte de réserve légale de la Société.

3. Modification subséquente de l'article 6. des Statuts afin de refléter l'augmentation de capital social mentionnée au point 1. ci-dessus.

4. Modification du registre des parts sociales de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donné à tout gérant de la Société, à tout avocat ou employé du cabinet juridique Loyens & Loeff au Luxembourg et à tout employé de Equity Trust Luxembourg pour procéder au nom de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des parts sociales de la Société.

5. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social souscrit de la Société d'un montant de cent dollars américains (USD 100.-) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de deux milliards trente-trois millions six cent soixante-dix-huit mille cinq cents dollars américains (USD 2.033.678.500.-) représenté par vingt millions trois cent trente-six mille sept cent quatre-vingt-cinq (20.336.785) parts sociales d'une valeur nominale de cent dollars américains (USD 100.-) chacune, à un montant de deux milliards trente-trois millions six cent soixante-dix-huit mille six cents dollars américains (USD 2,033,678,600.-) par l'émission d'une (1) nouvelle part sociale de la Société, ayant une valeur nominale de cent dollars américains (USD 100.-) et disposant des mêmes droits que les parts sociales déjà existantes.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante et la libération intégrale de l'augmentation du capital social comme suit:

Souscription - Libération

L'Associé Unique déclare souscrire une (1) nouvelle part sociale et la libérer entièrement par un apport en nature se composant de:

- dix-sept millions cent vingt-six mille quatre cent vingt-cinq (17.126.425) parts sociales (les Parts Shorewood UK) qu'elle détient dans le capital social de Shorewood UK Limited, une société à responsabilité limitée (limited company) constituée selon les lois du Royaume-Uni, dont le siège social est situé à Bryan Cave, 88 Wood Street, Londres EC2V 7AJ, Angleterre, immatriculée au Companies' House Register sous le numéro 03893498 (Shorewood UK), ayant une juste valeur de marché de deux millions quatre cent mille dollars américains (USD 2,400,000) et représentant cent pour cent (100%) du capital social de Shorewood UK;

L'apport en nature des Parts Shorewood UK pour un montant de deux millions quatre cent mille dollars américains (USD 2,400,000) à la Société sera affecté comme suit:

- (i) un montant de cent dollars américains (USD 100.-) sera affecté au compte de capital social de la Société;
- (ii) un montant de deux millions trois cent quatre-vingt dix-neuf mille huit cent quatre-vingt-dix dollars américains (USD 2,399,890) sera affecté au compte de réserve de prime d'émission de la Société; et
- (iii) un montant de dix dollars américains (USD 10) sera affecté au compte de réserve légale de la Société.

La propriété des Parts Shorewood UK ainsi que leur valeur sont prouvées au notaire instrumentant par un certificat émis par la gérance de l'Associé Unique, attestant que:

1. L'Associé Unique est le propriétaire unique des Parts Shorewood UK;
2. Les Parts Shorewood UK sont entièrement libérées;
3. L'Associé Unique est le seul titulaire des Parts Shorewood UK et possède le droit d'en disposer;
4. Aucune des Parts Shorewood UK n'est grevée d'un nantissement ou d'un usufruit, il n'existe aucun droit d'acquérir un nantissement ou un usufruit sur les Parts Shorewood UK et aucune des Parts Shorewood UK n'est sujette à une telle opération;
5. Il n'existe aucun droit de préemption, ni un autre droit en vertu duquel une personne est autorisée à demander que les Parts Shorewood UK lui soient cédées;
6. Les Parts Shorewood UK sont librement cessibles;
7. Toutes les formalités requises au Royaume-Uni et dans toute autre juridiction concernée consécutives à l'apport en nature des Parts Shorewood UK à la Société seront effectuées dès réception d'une copie certifiée de l'acte notarié documentant cet apport en nature;
8. Toutes les approbations nécessaires, au niveau de la régulation ou de la Société, dans toutes les juridictions concernées, pour ou en connection avec l'apport en nature des Parts Shorewood UK à la Société ont été obtenues; et

9. Sur la base des principes comptables généralement acceptés, la valeur de marché des Parts Shorewood UK est évaluée au moins à deux millions quatre cent mille dollars américains (USD 2,400,000) et, depuis cette évaluation, il n'y a pas eu de changements matériels qui auraient déprécié la valeur des apports faits à la Société.

Ledit certificat, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

L'Associé Unique décide de prendre acte que l'actionnariat de la Société est, suite à l'augmentation de capital, le suivant:

- IP International Holdings, Inc. 20.336.786 parts sociales

Total: 20.336.786 parts sociales

L'Associé Unique confirme que l'apport des Parts Shorewood UK à la Société se déroulera comme un transfert effectif des Parts Shorewood UK de l'Associé Unique à la Société à la date de l'acte

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6. des Statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à deux milliards trente-trois millions six cent soixante-dix-huit mille six cents dollars américains (USD 2.033.678.600,-) représenté par vingt millions trois cent trente-six mille sept cent quatre-vingt-six (20.336.786) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de cent dollars américains (USD 100,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y faire figurer les modifications qui précèdent et donne pouvoir et autorité à tout gérant de la Société, tout avocat ou employé du cabinet juridique Loyens & Loeff au Luxembourg et tout employé de Equity Trust Luxembourg pour procéder au nom de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des parts sociales de la Société.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à deux mille quatre cents euros.

Le notaire soussigné, qui a personnellement connaissance de la langue anglaise, déclare que le mandataire de la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Ville Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec Nous notaire.

Signé: S. McCARTHY, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 27 septembre 2011. Relation: EAC/2011/12735. Reçu soixante-quinz Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011137055/249.

(110158758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 octobre 2011.

Munawwar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 141.384.

La Société a été constituée suivant acte notarié, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°2331 du 24 septembre 2008.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 octobre 2011.

Kasia CIESIELSKA

Mandataire

Référence de publication: 2011138552/15.

(110160289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 octobre 2011.